

Dossier consolidé

Date de création : 13-11-2025

Projet de loi 8618

Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier et de son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 14 février 2025

Date de dépôt : 30-09-2025

Date de l'avis du Conseil d'État : 21-10-2025

Auteur(s) : Monsieur Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
30-09-2025	Déposé	20250930_Depot	<u>3</u>
21-10-2025	Avis du Conseil d'État	20251021_Avis_2	<u>112</u>
06-11-2025	Résumé du dossier	Résumé	<u>115</u>
13-11-2025	Avis de chambre(s) professionnelle(s) : Chambre de Commerce	20251113_Avis	<u>117</u>

20250930_Depot



Le Premier ministre,

Vu les articles 76 et 95, alinéa 1^{er}, de la Constitution ;

Vu l'article 10 du Règlement interne du Gouvernement ;

Vu l'article 58, paragraphe 1^{er}, du Règlement de la Chambre des Députés ;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, de la loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État ;

Considérant la décision du Gouvernement en conseil du 24 juillet 2025 approuvant sur proposition du Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur le projet de loi ci-après ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur est autorisé à déposer au nom du Gouvernement à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation de l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier et de son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 14 février 2025 et à demander l'avis y relatif au Conseil d'État.

Art. 2. La Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Relations avec le Parlement est chargée, pour le compte du Premier ministre et du Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 30 septembre 2025

Le Premier ministre

Luc Frieden

Le Ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur

Xavier Bettel



Exposé des motifs

I. Genèse de l'Accord

Le Luxembourg, ainsi que les autres États Benelux, sont régulièrement confrontés au phénomène de l'immigration illégale. Une politique cohérente de lutte contre l'immigration illégale nécessite une approche sensée et rationnelle concernant le retour des personnes en séjour irrégulier. Afin de résoudre les problèmes liés aux retours et d'améliorer la coopération avec les pays d'origine des personnes en séjour irrégulier, le Luxembourg a, dans le passé, conclu plusieurs accords de réadmission et des Accords d'application de ces accords. Le présent projet de loi découle de l'accord et de son Protocole d'application, signés le 14 février 2025 à Bruxelles entre la République du Suriname et les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas).

II. Nature de l'Accord

Cet accord vise à renforcer la coopération dans la gestion des flux migratoires et à lutter contre l'immigration irrégulière. L'accord de réadmission signé entre la République du Suriname et les États du Benelux établit des procédures claires et efficaces pour la réadmission des ressortissants des Parties contractantes se trouvant en situation de séjour irrégulier. Il s'inscrit dans le cadre du droit international, notamment l'article 12, paragraphe 4, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui impose aux États l'obligation de réadmettre leurs propres ressortissants.

III. Contenu de l'Accord

Le principe général de l'accord stipule que chaque État contractant réadmet sur son territoire ses propres nationaux qui se trouvent en séjour irrégulier sur le territoire d'un autre État contractant. L'accord inclut également des dispositions pour la réadmission de ressortissants de pays tiers en situation irrégulière lorsqu'ils possèdent un titre de séjour ou un visa valide émis par l'autre Partie contractante. Il représente un engagement partagé pour la sécurité, l'ordre public, et le respect des droits humains.

IV. Cadre institutionnel de l'Accord

Le projet de loi est essentiel pour formaliser l'accord de réadmission et renforcer la coopération entre la République du Suriname et les États du Benelux dans la gestion des migrations irrégulières. L'adoption de ce projet de loi permettra de mettre en place des mécanismes efficaces et humains pour la réadmission des personnes en séjour irrégulier, consolidant ainsi les efforts de coopération internationale en matière de migration. Le Gouvernement estime que conformément à l'article 37 de la Constitution, afin d'assurer la sécurité juridique et en vue d'une plus grande transparence, cet Accord de réadmission et son Accord d'application doivent faire l'objet d'une procédure de ratification.



Texte du projet de loi

Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier et de son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 14 février 2025.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Le Conseil d'État entendu ;

Vu l'adoption par la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du... et celle du Conseil d'État du... portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique.

Sont approuvés l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier et son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 14 février 2025.

**AGREEMENT
BETWEEN
THE REPUBLIC OF SURINAME
AND
THE BENELUX STATES
(THE KINGDOM OF BELGIUM, THE GRAND DUCHY OF
LUXEMBOURG AND THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS)
CONCERNING
THE READMISSION OF IRREGULARLY RESIDING PERSONS
(READMISSION AGREEMENT)**

**OVEREENKOMST
TUSSEN
DE REPUBLIEK SURINAME
EN
DE BENELUX-STATEN
(HET KONINKRIJK BELGIË, HET GROOTHERTOGDOM
LUXEMBURG EN HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN)
BETREFFENDE
DE TERUG- EN OVERNAME VAN PERSONEN DIE ONREGELMATIG OP HET
GRONDGEBIED VERBLIJVEN**

COPIE CERTIFIÉE CONFORME À L'ORIGINAL
MET HET ORIGINEEL EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT
BRUXELLES, LE 18.02.2025
BRUSSEL,

Secrétaire général de l'Union Benelux
Secretaris-generaal van de Benelux Unie

**ACCORD
ENTRE
LA RÉPUBLIQUE DU SURINAME
ET
LES ÉTATS DU BENELUX
(LE ROYAUME DE BELGIQUE, LE GRAND-DUCHÉ DE
LUXEMBOURG ET LE ROYAUME DES PAYS-BAS
CONCERNANT
LA RÉADMISSION DE PERSONNES EN SÉJOUR IRRÉGULIER
(ACCORD DE RÉADMISSION)**

The Republic of Suriname and the Benelux States,

Recognizing that the Benelux States are acting jointly under the Convention concluded on 11 April 1960 in Brussels between the Kingdom of Belgium, the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of the Netherlands on the transfer of persons to the external frontiers of Benelux territory;

Referring to the Agreement concluded at the same time as this Agreement between the Republic of Suriname and the Benelux States concerning the exemption of the visa requirements for holders of valid diplomatic and service passports;

Striving to promote cooperation between the Parties and to improve communication between them in order to better execute the laws and regulations on the circulation of persons;

Striving to reconfirm the common desire of the Parties to effectively combat the irregular migration of their nationals as well as of third-State nationals;

Striving to execute the obligation under international law to readmit their own nationals, in particular Article 12, fourth paragraph of the International Covenant on Civil and Political Rights concluded in New York on 16 December 1966;

Striving to establish an obligation between the Parties to readmit third-State nationals between the Parties, under the conditions set forth in this Agreement;

Striving to facilitate, on the basis of reciprocity, the readmission of persons irregularly residing on the territory of another State, and the transit of persons to be readmitted;

Striving to ensure that such readmission takes place quickly and safely, according to procedures which guarantee respect for human dignity;

Have agreed as follows:

SECTION I DEFINITIONS AND SCOPE

ARTICLE 1 Definitions and scope

In this Agreement, unless the context indicates otherwise, the following is understood:

1. "Benelux States": the Kingdom of Belgium, the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of the Netherlands;
2. "Party": the Republic of Suriname or the three Benelux States acting jointly;
3. "State": the Republic of Suriname or one of the Benelux States;

4. "territory":
 - for the Republic of Suriname: the territory of the Republic of Suriname;
 - for the Benelux States: the territories in Europe of the Benelux States;
5. "irregularly residing person": anyone who does not fulfil or no longer fulfils the conditions in force for residence;
6. "readmission": the removal by the competent authority of the requesting State and admission by the competent authority of the requested State of an own national of the requested State, respectively of a third-State national, who does not or no longer fulfils the conditions for residence on the territory of the requesting State, under the conditions set forth in this Agreement;
7. "own national": anyone who holds the nationality of one of the Benelux States or of the Republic of Suriname;
8. "third State": any State which is neither a Benelux State nor the Republic of Suriname;
9. "third-State national": anyone who does not hold the nationality of one of the Benelux States or of the Republic of Suriname;
10. "requesting State": the State on whose territory an irregularly residing person finds himself and which requests the readmission of this person or his transit, under the conditions set forth in this Agreement;
11. "requested State": the State which is asked to readmit an irregularly residing person to its territory or to allow his transit over its territory, under the conditions set forth in this Agreement;
12. "diplomatic or consular representation of the requested State": the diplomatic or consular representation of the requested State accredited to the requesting State;
13. "residence permit": an authorisation of any type issued by the State entitling a person to reside on its territory. This shall not include temporary permission to remain with a view to the processing of an application for international protection or an application for a residence permit.

SECTION II READMISSION OBLIGATIONS

ARTICLE 2
Readmission of own nationals

1. Each Party shall readmit, upon application by the other Party and without formalities other than those set forth in this Agreement, the person to its territory who does not or no longer fulfils the conditions for residence on the territory of the requesting State, if it can be proved, or may be assumed on the basis of evidence, that the person has the nationality of the requested State.

2. The readmission obligation in the first paragraph also applies in the case of the person who, after entry to the territory of the requesting State, has forfeited or renounced the nationality of the requested State, unless the person concerned has at least been promised naturalisation by the requesting State.
3. Each State shall also readmit:
 - (1) minor children of the persons mentioned in the first paragraph who form part of the family, regardless of their place of birth or nationality, unless they have an independent right of residence on the territory of the requesting State;
 - (2) spouses or partners with whom the person involved maintains a durable relationship, holding another nationality, of the persons mentioned in the first paragraph, provided they either have or receive the right to remain in the territory of the requested State, unless they have an independent right of residence on the territory of the requesting State.
4. Upon application by the requesting State, and in accordance with the provisions of Article 7, fifth paragraph, the requested State shall immediately issue the travel documents required for the return journey of the persons to be readmitted.

ARTICLE 3

Readmission of third-State nationals

1. Each Party shall readmit, upon application by the other Party and without other formalities than those set forth in this Agreement, any third-State national to its territory who does not, or no longer, fulfil the conditions for residence on the territory of the requesting State if it can be proved, or may be assumed on the basis of prima facie evidence, that he:
 - (1) holds a valid residence permit issued by the requested State; or
 - (2) upon entry to the territory of the requesting State held a valid residence permit, issued by the requested State.
2. The readmission obligation mentioned in the first paragraph shall not apply if the requesting State has issued to the third-State national, before or after entry into the territory of the requesting State, a residence permit with a longer period of validity than the residence permit which was issued by the requested State.

SECTION III READMISSION PROCEDURE
--

ARTICLE 4

Submission of the readmission application

1. A readmission application on the basis of Article 2 or 3 shall be submitted in writing to the competent authority of the requested State.

2. Each readmission application shall contain the following information:
 - (1) the particulars of the person concerned, including surname, given names, any previous names, nicknames and pseudonyms, aliases, sex, date of birth and, if available, civil status, place of birth and last place of residence on the territory of the requested State;
 - (2) copies of the means of evidence as referred to in Article 5 or 6.
3. No readmission application is required in cases where the person to be readmitted is in possession of a valid travel document or a valid identity card and, if it concerns a third-State national, is also in possession of a valid residence permit of the requested State.
4. If the person to be readmitted is in the international zone of an airport of one of the States, the competent airport authorities may agree on a simplified procedure.

ARTICLE 5

Means of evidence regarding own nationals

1. Proof of nationality pursuant to Article 2 can be furnished through the documents listed in the Implementing Protocol to this Agreement. If such documents are presented, the Parties shall recognise the nationality after express establishment by the competent authorities.
2. Prima facie evidence of nationality pursuant to Article 2 can be furnished through the documents or elements listed in the Implementing Protocol to this Agreement. If such documents or elements are presented, the Parties shall deem the nationality to be established, unless the requested State can prove otherwise.
3. If none of the documents or elements mentioned in the first or second paragraph can be presented, but the requesting State believes that a presumption exists with regard to the nationality of the person to be readmitted, the competent authorities of the requested State shall take the necessary measures to establish the nationality of the person concerned. If it is deemed necessary by the requesting State, an interview with the person concerned shall be conducted in order to establish, inter alia on the basis of the language in which the person communicates, whether the person is one of its own nationals.
4. The interview mentioned in the third paragraph shall be conducted, in person or remotely (for example via video conferencing), by the diplomatic or consular representation of the requested State, or a delegation of the requested State invited by the requesting State, or by an expert appointed by mutual agreement.

ARTICLE 6

Means of evidence regarding third-State nationals

1. Proof of the conditions for readmission of third-State nationals laid down in Article 3 can be furnished through the means of evidence listed in the Implementing Protocol to this Agreement. These means of evidence shall be recognised by the Parties without further formalities.

2. Prima facie evidence of the conditions for the readmission of third-State nationals set forth in Article 3 can be furnished through the means of evidence listed in the Implementing Protocol to this Agreement. Where such prima facie evidence is presented, the Parties shall deem the conditions to be established, unless the requested State can prove otherwise.

ARTICLE 7

Time limits

1. The application to the requested State for readmission of one of its own nationals can be submitted at any time by the competent authority of the requesting State, if it has been established that the person concerned does not fulfil, or no longer fulfils, the conditions for residence on the territory of the requesting State.
2. The application for readmission of a third-State national with a valid residence permit from the requested State shall be submitted by the competent authority of the requesting State within a maximum of one (1) year after the requesting State has gained knowledge that this person does not or no longer fulfils the conditions for residence on the territory of the requesting State. Where there are legal or factual impediments to the application being submitted in time, the time limit shall be extended upon request, but only until the impediments have ceased to exist.
3. A readmission application shall be replied to within twenty (20) working days, and every refusal shall be substantiated. The reply time limit begins to run from the date of receipt of the readmission application. If there is no reply within this time limit, the transfer shall be deemed to have been agreed to.
4. After the requested State has approved the readmission, or after expiry of the reply time limit, the requesting State shall transfer the person whose readmission has been agreed to immediately, and in any case no later than within six (6) months. Upon request, this period may be extended by the time that is necessary in order to deal with legal or practical impediments. The requested State shall readmit the person whose readmission has been agreed to without further formalities.
5. At the request of the requesting State, the requested State shall provide immediately, and in any case no later than within three (3) working days, in the name of the person to be readmitted the travel document required for his return, bearing the person's name and with a period of validity of at least six (6) months. If the requested State cannot provide the requested travel document within three (3) working days after the date of receipt of the application, then it shall be deemed to accept the use of a travel document provided by the requesting State. If, for legal or factual reasons, the person concerned cannot be transferred within the period of validity of the travel document that was initially issued, the requested State shall, within three (3) working days, issue a new travel document with the same period of validity.

ARTICLE 8
Transfer modalities and modes of transportation

1. Before transferring a person, the competent authorities of the requesting State shall notify in writing the competent authorities of the requested State regarding the date and the modalities of the transfer, the designated border crossing point, the possible use of escorts and other relevant information concerning the transfer.
2. The notification concerning the transfer shall, where relevant, also contain the following information:
 - (1) assistance which the transferee may require;
 - (2) all other protection or security measures which may be necessary for this transfer.
3. The transfer generally takes place by air, but may also be carried out by land or sea. A transfer by air may be conducted by using either a scheduled or a government flight.

ARTICLE 9
Readmission in error

1. The requesting State shall take back any person readmitted by the requested State if, from an investigation that is conducted within a period of twenty (20) working days after the transfer, it is established that the conditions of Articles 2 and 3 are not met.
2. In the cases mentioned in the first paragraph, the procedural provisions of this readmission Agreement shall apply mutatis mutandis and all available information relating to the actual identity and nationality of the person to be taken back shall be provided.

SECTION IV TRANSIT

ARTICLE 10
Transit principles

1. The Parties shall allow the transit of third-State nationals through their territory if another Party so requests, if the onward journey in possible other States of transit and the readmission by the State of destination are assured.
2. The Parties shall do whatever is necessary to restrict the transit of third-State nationals to cases where such persons cannot be transferred to the State of destination directly.

3. Transit can be refused by the Parties:

- (1) if the third-State national in the State of destination or another State of transit runs the real risk of being subjected to torture or to inhuman or degrading treatment or punishment, the death penalty or of persecution because of his race, religion, nationality, membership of a particular social group or political conviction;
 - (2) if the third-State national shall be prosecuted under the criminal law or subject to the enforcement of a criminal judgment on the territory of the requested State.
4. The Parties may revoke any authorisation issued if circumstances referred to in the third paragraph subsequently arise, interfering with the transit operation, or if the onward journey in possible States of transit or the readmission by the State of destination is no longer assured. In these cases, the requesting State shall take the person concerned back to its territory without delay.

ARTICLE 11
Transit procedure

1. An application for transit operations shall be submitted to the competent authorities in writing and shall contain the following information:
 - (1) type of transit (by air, land or sea); any other States of transit and the State of destination;
 - (2) particulars of the person concerned (surname, given names, date of birth and, if available, place of birth, nationality, type and number of travel document);
 - (3) envisaged place of border crossing, time of transit and possible use of escorts;
 - (4) a declaration that in the view of the requesting State the conditions pursuant to Article 10, first and second paragraphs, are met, and that no reasons are known for a refusal pursuant to Article 10, third paragraph.
2. The competent authority of the requested State shall immediately inform the competent authority of the requesting State in writing of the admission, confirming the place of border crossing and the planned time of admission, or inform it of the refusal of admission and the reasons thereof.
3. If the transit operation takes place by air, the necessary facilities shall be provided to the person in transit and possible escorts with a view to accessing the national or international zone of the airport of the requested State.
4. The competent authorities of the requested State shall, subject to mutual consultations, assist in the transit operations, in particular through the surveillance of the person in transit and the provision of suitable amenities for that purpose.

**SECTION V
COSTS**

**ARTICLE 12
Costs**

Without prejudice to the right of the competent authorities to recover the costs associated with the readmission from the person to be readmitted or from third parties, all costs incurred in connection with readmission and transit operations or return of wrongly readmitted persons pursuant to this Agreement to the border of the State of final destination, shall be borne by the requesting State.

**SECTION VI
DATA PROTECTION AND NON-AFFECTION CLAUSE**

**ARTICLE 13
Data Protection**

The communication of personal data shall only take place if such communication is necessary for the implementation of this Agreement. The processing and treatment of personal data by the competent authorities of the Parties in a particular case shall be subject to the domestic laws of the Republic of Suriname and, where the data are treated and used by a competent authority of a Benelux State, to the provisions of Regulation (EU) of the European Parliament and of the Council of 27 April 2016 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data, and repealing Directive 95/46/EC (General Data Protection Regulation), and the national legislation of the relevant Benelux States adopted on the basis of this Regulation. The following principles shall apply:

1. Personal data shall be processed lawfully, fairly and transparently ('lawfulness, fairness and transparency');
2. Personal data shall be collected for specified, explicit and legitimate purposes and not further processed in a manner that is incompatible with those purposes; further processing for archiving purposes in the public interest, scientific or historical research purposes or statistical purposes shall not be considered to be incompatible with the initial purposes ('purpose limitation');
3. Personal data shall be adequate, relevant and limited to what is necessary in relation to the purposes for which they are processed ('data minimization'); in particular, personal data communicated may concern only the following:
 - (1) the particulars of the person to be readmitted (for example surnames, given names, any previous names, other names that the person involved uses or by which he is known or aliases, sex, civil status, date and place of birth, current and previous nationality),
 - (2) passport, identity document or driving licence (serial number, period of validity, date of issue, issuing authority and place of issue),
 - (3) places of stay and itineraries,

- (4) other data useful to identify the person to be readmitted or to examine the readmission requirements pursuant to this Agreement, including biometric data such as a photograph (facial image) or fingerprints (dactyloscopic data);
 - (5) special circumstances relating to the transferee, including information on the assistance which the transferee may require and on other protection or security measures which may be necessary for the transfer;
- 4. Personal data shall be accurate and, where necessary, kept up to date; every reasonable step must be taken to ensure that personal data that are inaccurate, having regard to the purposes for which they are processed, are erased or rectified without delay ('accuracy');
 - 5. Personal data must be kept in a form which permits identification of data subjects for no longer than is necessary for the purposes for which the personal data are processed; personal data may be stored for longer periods insofar as the personal data will be processed solely for archiving purposes in the public interest, scientific or historical research purposes or statistical purposes, subject to implementation of the required appropriate technical and organisational measures in order to safeguard the rights and freedoms of the data subject ('storage limitation');
 - 6. Personal data shall be processed in a manner that ensures appropriate security of the personal data, including protection against unauthorised or unlawful processing and against accidental loss, destruction or damage, using appropriate technical or organisational measures ('integrity and confidentiality');
 - 7. The communicating and the receiving authority shall take every adequate step to ensure where necessary the rectification, removal or blocking of personal data where the processing does not comply with the provisions of this Article, in particular because the data are not adequate, relevant or accurate or because they are excessive in relation to the purpose of processing. This includes the notification of any rectification, removal or blocking to the other Party;
 - 8. Upon request, the receiving authority shall inform the communicating authority of the use that is made of the provided data and of the results obtained therefrom;
 - 9. Personal data may only be communicated to the competent authorities. Further provision to other bodies requires the prior consent of the communicating authority;
 - 10. The communicating and the receiving authorities are obliged to make a written record of the provision and receipt of personal data.

ARTICLE 14

Non-affection clause

This Agreement shall be without prejudice to the rights, obligations and responsibilities of the Parties arising from international law.

<p style="text-align: center;">SECTION VII IMPLEMENTATION AND APPLICATION</p>

ARTICLE 15
Committee of Experts

1. The Parties shall provide one another with mutual assistance in the application and interpretation of this Agreement. To this end, they shall set up a Committee of Experts which will, in particular:
 - (1) monitor the application of this Agreement;
 - (2) make proposals to resolve issues relating to the application of this Agreement;
 - (3) propose amendments and supplements to this Agreement;
 - (4) elaborate and recommend appropriate measures to combat irregular migration.
2. The Parties reserve the right to approve or to reject the measures proposed by the Committee of Experts.
3. The Committee of Experts shall be composed of one representative from the Kingdom of Belgium, one representative from the Grand Duchy of Luxembourg, one representative from the Kingdom of the Netherlands and two representatives from the Republic of Suriname. The Parties shall designate therein the chairperson and the deputy chairperson. For each member a deputy shall be appointed. If necessary, other experts may be involved in the Committee's activities.
4. The Committee shall meet at the request of one of the Parties.

ARTICLE 16
Implementing Protocol

All necessary practical provisions for the implementation of this Agreement shall be laid down in the Implementing Protocol. The Implementing Protocol shall regulate inter alia:

1. the designation of the competent authorities of the Parties;
2. the designation of the places for crossing borders;
3. the establishment of the means of evidence;
4. the conditions under which and the manner in which persons to be readmitted or to travel in transit are escorted.

The Implementing Protocol forms an integral part of this Agreement.

<p style="text-align: center;">SECTION VIII FINAL PROVISIONS</p>
--

Article 17
Territorial application

The Kingdom of the Netherlands may extend the application of this Agreement to Aruba, Curaçao, Sint Maarten and the Caribbean part of the Netherlands (the islands of Bonaire, Sint Eustatius and Saba) by notifying the Depositary to that effect. The Depositary shall inform the Parties of this extension.

ARTICLE 18
Settlement of disputes

Any dispute between the Parties arising from the application or interpretation of this Agreement shall be settled amicably through consultations or negotiations between the Parties.

ARTICLE 19
Depositary

The General Secretariat of the Benelux Union shall act as the Depositary of this Agreement. The Depositary shall provide each State with a certified copy of the original of this Agreement and its Implementing Protocol.

Article 20
Amendments

This Agreement and its Implementing Protocol may be amended by mutual consent of the Parties in writing. These amendments shall enter into force in accordance with the procedure laid down in Article 22 of this Agreement.

ARTICLE 21
Practical implementation of the Agreement

Before this Agreement enters into force, the competent authorities of the signatory States can consult with one another about the practical implementation of the Agreement.

ARTICLE 22
Entry into force

1. This Agreement shall enter into force on the first day of the second month following the date on which the Depositary has received the notification of all States of the completion of their internal procedures required for the entry into force of this Agreement.
2. The Depositary shall inform all States of the receipt of the notifications referred to in the first paragraph and of the date of the entry into force of this Agreement.
3. This Agreement is concluded for an indefinite period.

ARTICLE 23
Suspension

1. Each Party may suspend the application of this Agreement for serious reasons, notably in connection with the protection of state security, public order or public health, by sending a written notification to the Depositary, which shall inform all States thereof. The same procedure shall be followed when the suspension is lifted.
2. The suspension of this Agreement shall take effect on the first day of the first month following the month in which the notification referred to in the first paragraph is received by the Depositary.

ARTICLE 24
Termination

1. Each Party may denounce this Agreement by sending a written communication to the Depositary, which shall inform all State Parties thereof.
2. The Agreement shall cease to have effect on the first day of the sixth month following the month in which the notification referred to in the first paragraph is received by the Depositary.

De Republiek Suriname en de Benelux-Staten,

Erkennend dat de Benelux-Staten gezamenlijk optreden krachtens de op 11 april 1960 te Brussel tot stand gekomen Overeenkomst tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Benelux-grondgebied;

Verwijzend naar de gelijktijdig met deze Overeenkomst tot stand gekomen Overeenkomst tussen de Republiek Suriname en de Benelux-Staten inzake de afschaffing van de visumplicht voor houders van geldige diplomatieke en dienstpaspporten;

Ernaar strevend de samenwerking tussen de Partijen te bevorderen en de onderlinge communicatie te verbeteren teneinde beter uitvoering te geven aan de wetgeving en regelgeving inzake het personenverkeer;

Ernaar strevend de gezamenlijke wens van de Partijen strekkende tot het efficiënt bestrijden van de onregelmatige migratie van hun onderdanen en van de onderdanen van een derde Staat te herbevestigen;

Ernaar strevend de internationaalrechtelijke verplichting tot terugname van eigen onderdanen ten uitvoer te brengen, met name zoals bepaald in artikel 12, vierde lid, van het internationale Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, gedaan te New York op 16 december 1966;

Ernaar strevend een verplichting tot overname van de onderdanen van een derde Staat tussen de Partijen tot stand te brengen, onder de voorwaarden in deze Overeenkomst genoemd;

Ernaar strevend, op basis van wederkerigheid, de terug- en overname van personen die onregelmatig op het grondgebied van een andere Staat verblijven, en de doorgeleiding van terug of over te nemen personen te vergemakkelijken;

Ernaar strevend dat deze terug- en overname snel en veilig moet plaatsvinden, volgens procedures die de menselijke waardigheid waarborgen;

Zijn het volgende overeengekomen:

HOOFDSTUK I

DEFINITIES EN WERKINGSSFEER

ARTIKEL 1

Definities en werkingssfeer

Tenzij uit de context anderszins blijkt, wordt in deze Overeenkomst verstaan onder:

1. "Benelux-Staten": het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden;
2. "Partij": de Republiek Suriname of de drie Benelux-Staten die gezamenlijk handelen;
3. "Staat": de Republiek Suriname of een van de Benelux-Staten;

4. “grondgebied”:

- voor de Republiek Suriname: het grondgebied van de Republiek Suriname;
- voor de Benelux-Staten: het gezamenlijke grondgebied in Europa van de Benelux-Staten;

5. “onregelmatig verblijvende persoon”: eenieder die niet of niet meer voldoet aan de geldende voorwaarden voor verblijf;

6. “terug- en overname”: de verwijdering door de bevoegde autoriteit van de verzoekende Staat en de toelating door de bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat van een eigen onderdaan van de aangezochte Staat, respectievelijk van een onderdaan van een derde Staat, die niet of niet meer voldoet aan de voorwaarden voor verblijf op het grondgebied van de verzoekende Staat, onder de voorwaarden in deze Overeenkomst genoemd;

7. “eigen onderdaan”: eenieder die de nationaliteit heeft van één der Benelux-Staten of van de Republiek Suriname;

8. “derde Staat”: elke Staat die geen Benelux-Staat en niet de Republiek Suriname is;

9. “onderdaan van een derde Staat”: eenieder die niet de nationaliteit heeft van één van de Benelux-Staten of van de Republiek Suriname;

10. “verzoekende Staat”: de Staat op wiens grondgebied zich een onregelmatig verblijvende persoon bevindt en die om de terug- of overname van deze persoon dan wel zijn doorgeleiding verzoekt, onder de voorwaarden in deze Overeenkomst genoemd;

11. “aangezochte Staat”: de Staat die wordt verzocht een onregelmatig verblijvende persoon op zijn grondgebied terug of over te nemen dan wel zijn doorgeleiding over zijn grondgebied toe te staan, onder de voorwaarden in deze Overeenkomst genoemd;

12. “diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van de aangezochte Staat”: de bij de verzoekende Staat geaccrediteerde diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van de aangezochte Staat;

13. “verblijfstitel”: een door de Staat afgegeven vergunning, ongeacht van welke aard, die een persoon recht geeft om op zijn grondgebied te verblijven. Hieronder valt niet de tijdelijke toelating tot verblijf met het oog op de behandeling van een verzoek om internationale bescherming of van een verzoek om een verblijfstitel.

<p style="text-align: center;">HOOFDSTUK II TERUG- EN OVERNAMEVERPLICHTINGEN</p>
--

ARTIKEL 2

Terugname van eigen onderdanen

1. Iedere Partij neemt op verzoek van de andere Partij, zonder andere formaliteiten dan die welke in deze Overeenkomst zijn genoemd, de persoon op haar grondgebied terug die niet of niet meer voldoet aan de voorwaarden voor verblijf op het grondgebied van de verzoekende Staat, wanneer kan worden aangetoond of op basis van bewijs aannemelijk kan worden gemaakt dat de persoon de nationaliteit van de aangezochte Staat heeft.

2. De terugnameplicht uit het eerste lid geldt ook voor de persoon die na inreis op het grondgebied van de verzoekende Staat de nationaliteit van de aangezochte Staat heeft verloren dan wel hiervan afstand heeft gedaan, tenzij die persoon ten minste een naturalisatietoezegging van de verzoekende Staat heeft ontvangen.
3. Iedere Staat neemt ook de volgende personen terug:
 - (1) minderjarige kinderen van de in het eerste lid vermelde personen die deel uitmaken van het gezin, ongeacht hun geboorteplaats of nationaliteit tenzij zij een zelfstandig verblijfsrecht op het grondgebied van de verzoekende Staat hebben;
 - (2) echtgenoten of partners met wie de betrokkene een duurzame relatie onderhoudt van de personen vermeld in het eerste lid die een andere nationaliteit bezitten, mits zij het recht hebben of krijgen om op het grondgebied van de aangezochte Staat te verblijven, tenzij zij een zelfstandig verblijfsrecht op het grondgebied van de verzoekende Staat hebben.
4. Op verzoek van de verzoekende Staat, en conform de bepalingen van artikel 7, vijfde lid, verstrekt de aangezochte Staat onverwijld de met het oog op de teruggeleiding van de terug te nemen personen vereiste reisdocumenten.

ARTIKEL 3

Overname van onderdanen van een derde Staat

1. Iedere Partij neemt op verzoek van de andere Partij en zonder andere formaliteiten dan die welke in deze Overeenkomst zijn genoemd, elke onderdaan van een derde Staat over op haar grondgebied die niet of niet meer voldoet aan de voorwaarden voor verblijf op het grondgebied van de verzoekende Staat, wanneer kan worden aangetoond, of op basis van prima facie bewijs aannemelijk kan worden gemaakt dat deze:
 - (1) in het bezit is van een geldige verblijfstitel afgegeven door de aangezochte Staat, of
 - (2) bij inreis op het grondgebied van de verzoekende Staat in het bezit was van een geldige verblijfstitel afgegeven door de aangezochte Staat.
2. De in het eerste lid bedoelde overnameplicht is niet van toepassing wanneer de verzoekende Staat aan de onderdaan van een derde Staat, vóór of na inreis op het grondgebied van de verzoekende Staat een verblijfstitel heeft afgegeven met een langere geldigheidsduur dan de verblijfstitel die door de aangezochte Staat is afgegeven.

HOOFDSTUK III

TERUG- EN OVERNAMEPROCEDURE

ARTIKEL 4

Indiening van het verzoek om terug- of overname

1. Een verzoek om terug- of overname op grond van artikel 2 of 3 wordt schriftelijk ingediend bij de bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat.

2. Elk verzoek om terug- of overname bevat de volgende inlichtingen:

- (1) de personalia van de betrokkene, waaronder naam, voornamen, eventueel vroegere namen, bijnamen en pseudoniemen, aliassen, geslacht, geboortedatum, en, indien beschikbaar, burgerlijke staat, geboorteplaats en laatste verblijfplaats op het grondgebied van de aangezochte Staat;
 - (2) een kopie van de bewijsmiddelen als bedoeld in artikel 5 of 6.
3. Er is geen terug- of overnameverzoek vereist wanneer de terug of over te nemen persoon in het bezit is van een geldig reisdocument of een geldige identiteitskaart en, indien het een onderdaan van een derde Staat betreft, tevens in het bezit is van een geldige verblijfsvergunning van de aangezochte Staat.
4. Indien de terug of over te nemen persoon zich in de internationale zone van een luchthaven van één der Staten bevindt, kunnen de bevoegde luchthavenautoriteiten een vereenvoudigde procedure overeenkomen.

ARTIKEL 5

Bewijsmiddelen met betrekking tot eigen onderdanen

1. Het bewijs van de nationaliteit overeenkomstig artikel 2 kan worden geleverd door middel van de documenten vermeld in het Uitvoeringsprotocol bij deze Overeenkomst. Wanneer dergelijke documenten worden overgelegd, erkennen de Partijen de nationaliteit na uitdrukkelijke vaststelling door de bevoegde autoriteiten.
2. Prima facie bewijs van de nationaliteit overeenkomstig artikel 2 kan worden geleverd door middel van de documenten of elementen vermeld in het Uitvoeringsprotocol bij deze Overeenkomst. Wanneer dergelijke documenten of elementen worden overgelegd, nemen de Partijen de nationaliteit als vaststaand aan, tenzij de aangezochte Staat het tegendeel kan bewijzen.
3. Indien geen van de in het eerste of tweede lid genoemde documenten of elementen kan worden overgelegd, doch er naar de mening van de verzoekende Staat een vermoeden bestaat met betrekking tot de nationaliteit van de terug te nemen persoon, dan treffen de bevoegde autoriteiten van de aangezochte Staat de vereiste maatregelen om de nationaliteit van de betrokkene vast te stellen. Indien dit door de verzoekende Staat noodzakelijk wordt geacht, vindt er een interview met de betrokkene plaats teneinde onder meer op basis van de taal waarin de persoon zich uitdrukt vast te stellen of het een eigen onderdaan betreft.
4. Het in het derde lid vermelde interview wordt persoonlijk of op afstand (bijvoorbeeld via videoconferentie) afgenomen door de diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van de aangezochte Staat of een door de verzoekende Staat uitgenodigde delegatie van de aangezochte Staat, dan wel een in onderling overleg aangestelde deskundige.

ARTIKEL 6

Bewijsmiddelen met betrekking tot onderdanen van een derde Staat

1. Het bewijs dat is voldaan aan de in artikel 3 vermelde voorwaarden voor overname van onderdanen van een derde Staat kan worden geleverd door middel van de bewijsmiddelen vermeld in het Uitvoeringsprotocol bij deze Overeenkomst. Deze bewijsmiddelen worden door de Partijen zonder verdere formaliteiten erkend.

2. Prima facie bewijs dat is voldaan aan de in artikel 3 genoemde voorwaarden voor overname van onderdanen van een derde Staat kan worden geleverd door middel van de bewijsmiddelen vermeld in het Uitvoeringsprotocol bij deze Overeenkomst. Wanneer dit prima facie bewijs is geleverd, nemen de Partijen aan dat aan de voorwaarden is voldaan, tenzij de aangezochte Staat het tegendeel kan bewijzen.

ARTIKEL 7

Termijnen

1. Het verzoek aan de aangezochte Staat om terugname van een eigen onderdaan kan op ieder ogenblik door de bevoegde autoriteit van de verzoekende Staat worden ingediend wanneer is vastgesteld dat de betrokkene niet of niet meer voldoet aan de voorwaarden voor verblijf op het grondgebied van de verzoekende Staat.
2. Het verzoek om overname van een onderdaan van een derde Staat met een geldige verblijfstitel van de aangezochte Staat wordt door de bevoegde autoriteit van de verzoekende Staat ingediend binnen een termijn van ten hoogste één (1) jaar nadat de verzoekende Staat kennis heeft gekregen van het feit dat deze persoon niet of niet meer voldoet aan de voorwaarden voor verblijf op het grondgebied van de verzoekende Staat. Indien er juridische of feitelijke belemmeringen zijn waardoor het verzoek niet tijdig kan worden ingediend, wordt de termijn, op verzoek, verlengd doch uiterlijk totdat de belemmeringen zijn opgeheven.
3. Een verzoek om terug- of overname wordt binnen een termijn van twintig (20) werkdagen beantwoord en elke afwijzing wordt gemotiveerd. De antwoordtermijn begint te lopen vanaf de datum van ontvangst van het verzoek om terug- of overname. Wanneer niet binnen deze termijn wordt geantwoord, wordt aangenomen dat met de overdracht wordt ingestemd.
4. Na de goedkeuring van de terug- of overname door de aangezochte Staat, of nadat de antwoordtermijn is verstreken, draagt de verzoekende Staat de persoon met wiens terug- of overname is ingestemd, onmiddellijk en in elk geval uiterlijk binnen zes (6) maanden over. Deze periode kan op verzoek worden verlengd met de tijd die nodig is om juridische of praktische hindernissen weg te nemen. De aangezochte Staat neemt de persoon met wiens terug- of overname is ingestemd zonder verdere formaliteiten terug of over.
5. Op verzoek van de verzoekende Staat verstrekt de aangezochte Staat op naam van de terug of over te nemen persoon onverwijld, en in elk geval uiterlijk binnen drie (3) werkdagen, het voor zijn terugkeer noodzakelijke reisdocument, voorzien van de naam van de persoon, met een geldigheidsduur van tenminste zes (6) maanden. Kan de aangezochte Staat het gevraagde reisdocument niet binnen drie (3) werkdagen na de datum van ontvangst van het verzoek verstrekken, dan wordt aangenomen dat zij instemt met het gebruik van een door de verzoekende Staat verstrekt reisdocument. Indien betrokkene om juridische of feitelijke redenen niet binnen de geldigheidstermijn van het oorspronkelijk afgegeven reisdocument kan worden overgedragen dan verstrekt de aangezochte Staat binnen drie (3) werkdagen een nieuw reisdocument met dezelfde geldigheidsduur.

ARTIKEL 8
Overdrachtsmodaliteiten en wijze van vervoer

1. Voordat een persoon wordt overgedragen, stellen de bevoegde autoriteiten van de verzoekende Staat schriftelijk de bevoegde autoriteiten van de aangezochte Staat in kennis van de datum en de modaliteiten van de overdracht, de aangewezen grensovergang, het eventuele gebruik van begeleiders en andere relevante informatie inzake de overdracht.
2. De in kennisstelling inzake de overdracht bevat in voorkomend geval ook de volgende inlichtingen:
 - (1) assistentie die de over te dragen persoon nodig kan hebben;
 - (2) alle andere beschermings- of veiligheidsmaatregelen die voor deze overdracht nodig kunnen zijn.
3. De overdracht vindt in de regel door de lucht plaats, maar kan in voorkomend geval ook over land of over zee worden gerealiseerd. Een overdracht per vliegtuig kan zowel met een lijn- als met een overheidsvlucht worden uitgevoerd.

ARTIKEL 9
Onterechte terug- of overname

1. De verzoekende Staat neemt een persoon die door de aangezochte Staat is terug- of overgenomen terug, indien uit een onderzoek dat binnen een termijn van twintig (20) werkdagen vanaf de overdracht wordt verricht, blijkt dat niet voldaan is aan de voorwaarden van de artikelen 2 en 3.
2. In de in het eerste lid genoemde gevallen zijn mutatis mutandis de procedurevoorschriften van deze terug- en overnameovereenkomst van toepassing en worden tevens alle beschikbare gegevens met betrekking tot de werkelijke identiteit en nationaliteit van de terug te nemen persoon meegedeeld.

HOOFDSTUK IV DOORGELEIDING

ARTIKEL 10
Uitgangspunten bij doorgeleiding

1. De Partijen staan de doorgeleiding van onderdanen van een derde Staat over hun grondgebied toe indien een andere Partij daarom verzoekt, wanneer de verdere reis in eventuele andere Staten van doorreis en de overname door de Staat van bestemming verzekerd zijn.
2. De Partijen doen het nodige om doorgeleiding van onderdanen van een derde Staat te beperken tot gevallen waarin die personen niet rechtstreeks aan de Staat van bestemming kunnen worden overgedragen.

3. Doorgeleiding kan door de Partijen worden geweigerd:
 - (1) indien de onderdaan van een derde Staat in de Staat van bestemming of een andere Staat van doorreis een reëel risico loopt te worden onderworpen aan foltering, onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing, de doodstraf of te worden vervolgd op grond van zijn ras, godsdienst, nationaliteit, het behoren tot een bepaalde sociale groep of zijn politieke overtuiging;
 - (2) indien de onderdaan van een derde Staat op het grondgebied van de aangezochte Staat, strafrechtelijk vervolgd zal worden of de tenuitvoerlegging van een strafvonnis zal ondergaan.
4. De Partijen kunnen elke verleende toestemming intrekken indien zich later omstandigheden als bedoeld in het derde lid voordoen die de doorgeleiding belemmeren of indien de verdere reis in eventuele Staten van doorreis of de overname door de Staat van bestemming niet meer verzekerd is. In die gevallen neemt de verzoekende Staat de betrokkene onverwijld op zijn grondgebied terug.

ARTIKEL 11

Doorgeleidingsprocedure

1. Een doorgeleidingsverzoek wordt schriftelijk ingediend bij de bevoegde autoriteiten en bevat de volgende inlichtingen:
 - (1) type van doorgeleiding (door de lucht, over land of zee); de eventuele andere Staten van doorreis en de Staat van bestemming;
 - (2) personalia van de betrokkene (naam, voornamen, geboortedatum en, indien beschikbaar, geboorteplaats, nationaliteit, type en nummer van het reisdocument);
 - (3) voorgenomen plaats van overgang, tijdstip van doorgeleiding en eventueel gebruik van begeleiders;
 - (4) een verklaring waarin wordt gesteld dat volgens de verzoekende Staat is voldaan aan de voorwaarden vermeld in artikel 10, eerste en tweede lid, en dat er geen redenen bekend zijn voor een weigering op grond van artikel 10, derde lid.
2. De bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat brengt de bevoegde autoriteit van de verzoekende Staat onverwijld schriftelijk op de hoogte van de toelating, met bevestiging van de plaats van overgang en het geplande tijdstip van toelating, of van de weigering van de toelating en de redenen daarvoor.
3. Indien de doorgeleiding door de lucht plaatsvindt, worden aan de door te geleiden persoon en eventuele begeleiders de noodzakelijke faciliteiten met het oog op toegang tot de nationale of internationale zone van de luchthaven van de aangezochte Staat verleend.
4. De bevoegde autoriteiten van de aangezochte Staat steunen, mits in onderling overleg, de doorgeleiding, met name door toezicht op de door te geleiden persoon, en stellen daartoe geschikte voorzieningen beschikbaar.

HOOFDSTUK V KOSTEN

ARTIKEL 12 Kosten

Onverminderd het recht van de bevoegde autoriteiten om de aan de terug- of overname verbonden kosten van de terug of over te nemen persoon of van derden terug te vorderen, komen alle kosten in verband met terug- of overname en doorgeleiding of terugkeer van ten onrechte terug- of overgenomen personen uit hoofde van deze Overeenkomst tot aan de grens van de Staat van eindbestemming ten laste van de verzoekende Staat.

HOOFDSTUK VI GEGEVENSBESCHERMING EN ONVERMINDERDE TOEPASSELIJKHEID

ARTIKEL 13 Gegevensbescherming

Persoonsgegevens worden alleen verstrekt wanneer dit nodig is voor de tenuitvoerlegging van deze Overeenkomst. De verwerking en behandeling van persoonsgegevens door de bevoegde autoriteiten van de Partijen in een bepaald geval zijn onderworpen aan de wetgeving van de Republiek Suriname en, wanneer de data behandeld en gebruikt worden door een bevoegde autoriteit van een Benelux-Staat wordt uitgevoerd, aan de bepalingen van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming), en de uit hoofde van deze Verordening vastgestelde nationale wetgeving van de desbetreffende Benelux-Staten. De volgende beginselen zijn van toepassing:

1. Persoonsgegevens moeten rechtmatig, behoorlijk en transparant worden verwerkt („rechtmatigheid, behoorlijkheid en transparantie”);
2. Persoonsgegevens moeten voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden worden verzameld en mogen vervolgens niet verder op een met die doeleinden onverenigbare wijze worden verwerkt; de verdere verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden wordt niet als onverenigbaar met de oorspronkelijke doeleinden beschouwd („doelbinding”);
3. Persoonsgegevens moeten toereikend zijn, ter zake dienend en beperkt tot wat noodzakelijk is voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt („minimale gegevensverwerking”); de verstrekte persoonsgegevens mogen met name uitsluitend betrekking hebben op:
 - (1) de personalia van de terug of over te nemen persoon (bijvoorbeeld namen, voornamen, eventuele vroegere namen, andere namen die de betrokkene gebruikt of onder welke hij bekendstaat of aliasen, geslacht, burgerlijke staat, geboortedatum en -plaats, huidige en vorige nationaliteit),
 - (2) paspoort, identiteitsbewijs of rijbewijs (serienummer, geldigheidsduur, datum van afgifte, afgevende autoriteit, plaats van afgifte),
 - (3) verblijfplaatsen en reisroutes,

- (4) andere voor identificatie van de terug of over te nemen persoon of voor het onderzoek van de terug- of overnamevereisten uit hoofde van deze Overeenkomst dienstige gegevens, met inbegrip van biometrische gegevens zoals een foto (gezichtsopname) of vingerafdrukken (dactyloscopische gegevens),
 - (5) bijzondere omstandigheden met betrekking tot de over te dragen persoon, met inbegrip van informatie over de assistentie die de over te dragen persoon nodig kan hebben en over andere beschermings- of veiligheidsmaatregelen die voor de overdracht nodig kunnen zijn;
- 4. Persoonsgegevens moeten juist zijn en zo nodig worden geactualiseerd; alle redelijke maatregelen moeten worden genomen om de persoonsgegevens die, gelet op de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, onjuist zijn, onverwijd te wissen of te rectificeren („juistheid”);
 - 5. Persoonsgegevens moeten worden bewaard in een vorm die het mogelijk maakt de betrokkenen niet langer te identificeren dan voor de doeleinden waarvoor de persoonsgegevens worden verwerkt noodzakelijk is; persoonsgegevens mogen voor langere perioden worden opgeslagen voor zover de persoonsgegevens louter met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden worden verwerkt, mits de vereiste passende technische en organisatorische maatregelen worden getroffen om de rechten en vrijheden van de betrokkene te beschermen („opslagbeperking”);
 - 6. Persoonsgegevens moeten door het nemen van passende technische of organisatorische maatregelen op een dusdanige manier worden verwerkt dat een passende beveiliging ervan gewaarborgd is, en dat zij onder meer beschermd zijn tegen ongeoorloofde of onrechtmatige verwerking en tegen onopzettelijk verlies, vernietiging of beschadiging („integriteit en vertrouwelijkheid”);
 - 7. De mededelende en de ontvangende autoriteit treffen alle passende maatregelen om waar nodig te zorgen voor rectificatie, verwijdering of afscherming van persoonsgegevens wanneer de verwerking niet in overeenstemming is met de bepalingen van dit artikel, met name omdat de gegevens niet passend, relevant, nauwkeurig of bovenmatig zijn in verhouding tot het doel van de verwerking. Dit behelst tevens de kennisgeving van elke rectificatie, verwijdering of afscherming aan de andere Partij;
 - 8. Op verzoek stelt de ontvangende autoriteit de mededelende autoriteit in kennis van het gebruik dat van de verstrekte gegevens is gemaakt en van de daardoor verkregen resultaten;
 - 9. Persoonsgegevens mogen uitsluitend aan de bevoegde autoriteiten worden verstrekt. Voor de verdere verstrekking aan andere instanties is de voorafgaande goedkeuring van de mededelende autoriteit vereist;
 - 10. De mededelende en ontvangende autoriteiten zijn verplicht de verstrekking en ontvangst van persoonsgegevens schriftelijk te registreren.

ARTIKEL 14

Onverminderde toepasselijkheid

Deze Overeenkomst doet geen afbreuk aan de rechten, verplichtingen en verantwoordelijkheden van de Partijen die voortvloeien uit het internationale recht.

<p style="text-align: center;">HOOFDSTUK VII TENUITVOERLEGGING EN TOEPASSING</p>
--

ARTIKEL 15
Comité van deskundigen

1. De Partijen verlenen elkaar onderling hulp bij de toepassing en uitlegging van deze Overeenkomst. Daartoe stellen zij een Comité van deskundigen in dat met name:
 - (1) de toepassing van deze Overeenkomst volgt;
 - (2) voorstellen doet om vraagstukken in verband met de toepassing van deze Overeenkomst op te lossen;
 - (3) wijzigingen van en aanvullingen op deze Overeenkomst voorstelt;
 - (4) passende maatregelen ter bestrijding van onregelmatige migratie uitwerkt en aanbeveelt.
2. De Partijen behouden zich het recht voor om de door het Comité van deskundigen voorgestelde maatregelen al dan niet goed te keuren.
3. Het Comité van deskundigen bestaat uit één vertegenwoordiger van het Koninkrijk België, één vertegenwoordiger van het Groothertogdom Luxemburg, één vertegenwoordiger van het Koninkrijk der Nederlanden en twee vertegenwoordigers van de Republiek Suriname. De Partijen wijzen daarin de voorzitter en de plaatsvervanger van de voorzitter aan. Voor elk lid wordt een plaatsvervanger benoemd. Indien nodig kunnen andere deskundigen bij de werkzaamheden van het Comité worden betrokken.
4. Het Comité komt bijeen op verzoek van één van de Partijen.

ARTIKEL 16
Uitvoeringsprotocol

Alle nodige praktische bepalingen voor de uitvoering van deze Overeenkomst worden in het Uitvoeringsprotocol vastgelegd. In het Uitvoeringsprotocol wordt onder andere geregeld:

1. de aanwijzing van de bevoegde autoriteiten van de Partijen;
2. de aanwijzing van de plaatsen voor de grensovergang;
3. de vastlegging van de bewijsmiddelen;
4. de voorwaarden waaronder en de wijze waarop begeleiding plaatsvindt van terug of over te nemen of door te geleiden personen.

Het Uitvoeringsprotocol vormt een integrerend onderdeel van deze Overeenkomst.

HOOFDSTUK VIII SLOTBEPALINGEN

ARTIKEL 17 Territoriale toepassing

Het Koninkrijk der Nederlanden kan de toepassing van deze Overeenkomst tot Aruba, Curaçao, Sint Maarten en het Caribisch deel van Nederland (Bonaire, Sint Eustatius en Saba) uitbreiden door kennisgeving hiervan aan de depositaris. De depositaris stelt de Partijen in kennis van deze uitbreiding.

ARTIKEL 18 Regeling van geschillen

Geschillen tussen de Partijen die voortvloeien uit de toepassing of de interpretatie van deze Overeenkomst worden in der minne geschikt door middel van overleg of onderhandelingen tussen de Partijen.

ARTIKEL 19 Depositaris

Het Secretariaat-Generaal van de Benelux Unie treedt op als depositaris van deze Overeenkomst. De depositaris voorziet iedere Staat van een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van het origineel van deze Overeenkomst en het Uitvoeringsprotocol daarbij.

ARTIKEL 20 Wijzigingen

Deze Overeenkomst en het bijbehorende Uitvoeringsprotocol kunnen met wederzijdse schriftelijke instemming van de Partijen worden gewijzigd. Deze wijzigingen treden in werking volgens de procedure van artikel 22 van deze Overeenkomst.

ARTIKEL 21 Praktische uitvoering van de Overeenkomst

Alvorens deze Overeenkomst in werking treedt, kunnen de bevoegde autoriteiten van de ondertekenende Staten met elkaar overleggen over de praktische uitvoering van de Overeenkomst.

ARTIKEL 22 Inwerkingtreding

1. Deze Overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de datum waarop de depositaris de kennisgeving van alle Staten, van de voltooiing van hun interne procedures heeft ontvangen, die vereist zijn voor de inwerkingtreding van deze Overeenkomst.
2. De depositaris stelt alle Staten in kennis van de ontvangst van de in het eerste lid bedoelde kennisgevingen en van de datum van de inwerkingtreding van deze Overeenkomst.
3. Deze Overeenkomst wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

ARTIKEL 23

Opschorting

1. Iedere Partij kan de toepassing van deze Overeenkomst om ernstige redenen, met name in verband met de bescherming van de staatsveiligheid, de openbare orde of de volksgezondheid, opschorten door hiervan schriftelijk kennis te geven aan de depositaris, die alle Staten hiervan in kennis stelt. Dezelfde procedure geldt voor het ongedaan maken van de opschorting.
2. De opschorting van deze Overeenkomst wordt van kracht op de eerste dag van de eerste maand volgend op de maand waarin de kennisgeving bedoeld in het eerste lid door de depositaris is ontvangen.

ARTIKEL 24

Opzegging

1. Iedere Partij kan deze Overeenkomst opzeggen door hiervan schriftelijk kennis te geven aan de depositaris, die alle Staten hiervan in kennis stelt.
2. De opzegging van deze Overeenkomst wordt van kracht op de eerste dag van de zesde maand volgend op de maand waarin de kennisgeving bedoeld in het eerste lid door de depositaris is ontvangen.

La République du Suriname et les États du Benelux,

Reconnaissant que les États du Benelux agissent conjointement en vertu de la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas relative au transfert des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux, faite à Bruxelles le 11 avril 1960 ;

Se référant à l'accord entre la République du Suriname et les États du Benelux concernant la suppression de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques et de service en cours de validité, conclu en même temps que le présent Accord ;

Cherchant à promouvoir la coopération entre les Parties et à améliorer la communication entre elles afin de mieux appliquer les lois et règlements relatifs à la circulation des personnes ;

S'efforçant de réaffirmer la volonté commune des Parties de lutter efficacement contre la migration irrégulière de leurs ressortissants ainsi que des ressortissants d'États tiers ;

Cherchant à mettre en œuvre l'obligation de droit international de réadmettre leurs propres ressortissants, en particulier comme le prévoit l'article 12, quatrième paragraphe, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques conclu à New York le 16 décembre 1966 ;

S'efforçant d'établir une obligation entre les Parties de réadmettre les ressortissants d'un État tiers, dans les conditions prévues par le présent Accord ;

S'efforçant de faciliter, sur la base de la réciprocité, la réadmission des personnes en séjour irrégulier sur le territoire d'un autre État, ainsi que le transit des personnes à réadmettre ;

S'efforçant de faire en sorte que cette réadmission se fasse rapidement et en toute sécurité, selon des procédures qui garantissent le respect de la dignité humaine ;

Sont convenus de ce qui suit :

<p style="text-align: center;">CHAPITRE I DÉFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION</p>
--

Article 1^{er}
DÉFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

Aux termes du présent Accord, à moins que le contexte ne requière une autre interprétation, il faut entendre par :

1. « Les États du Benelux » : le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas ;
2. « Partie » : la République du Suriname ou les trois États du Benelux agissant conjointement ;
3. « État » : la République du Suriname ou l'un des États du Benelux ;

4. « Territoire » :
 - Pour la République du Suriname: le territoire de la République du Suriname;
 - pour les États du Benelux : le territoire commun en Europe des États du Benelux ;
5. « Personne en séjour irrégulier » : toute personne qui ne remplit pas ou plus les conditions de séjour applicables ;
6. « Réadmission » : l'éloignement par l'autorité compétente de l'État requérant et l'admission par l'autorité compétente de l'État requis d'un ressortissant propre de l'État requis, ou, respectivement, d'un ressortissant d'un État tiers qui ne remplit pas ou plus les conditions de séjour sur le territoire de l'État requérant, en vertu des conditions prévues par le présent Accord ;
7. « ressortissant propre » : toute personne ayant la nationalité d'un des États du Benelux ou de la République du Suriname ;
8. « État tiers » : tout État qui n'est ni un État du Benelux ni la République du Suriname ;
9. « Ressortissant d'un État tiers » : toute personne qui ne possède pas la nationalité d'un des États du Benelux ou de la République du Suriname ;
10. « État requérant » : l'État sur le territoire duquel se trouve une personne en séjour irrégulier et qui demande la réadmission de cette personne ou son transit dans les conditions prévues dans le présent Accord ;
11. « État requis » : l'État auquel il est demandé de réadmettre une personne en séjour irrégulier sur son territoire, ou de permettre son transit sur son territoire, dans les conditions prévues par le présent Accord ;
12. « Représentation diplomatique ou consulaire de l'État requis » : la représentation diplomatique ou consulaire de l'État requis accréditée auprès de l'État requérant ;
13. « Titre de séjour » : un permis de toute nature délivré par l'État et donnant le droit à une personne à séjourner sur son territoire. Cela n'inclut pas l'autorisation temporaire de séjour aux fins du traitement d'une demande de protection internationale ou d'une demande d'un titre de séjour.

CHAPITRE II OBLIGATIONS DE RÉADMISSION

ARTICLE 2
Réadmission de ressortissants propres

1. Chaque Partie s'engage à réadmettre sur son territoire, à la demande de l'autre Partie et sans autres formalités que celles prévues dans le présent Accord, la personne qui ne remplit pas ou plus les conditions de séjour sur le territoire de l'État requérant, lorsqu'il peut être prouvé ou démontré sur la base d'une preuve que cette personne possède la nationalité de l'État requis.

2. L'obligation de réadmission prévue au premier paragraphe s'applique également dans le cas d'une personne qui, après son entrée sur le territoire de l'État requérant, a perdu ou a renoncé à la nationalité de l'État requis, à moins que la personne concernée n'ait reçu au moins une promesse de naturalisation de la part de l'État requérant.
3. Chaque État s'engage également à réadmettre :
 - (1) les enfants mineurs des personnes mentionnées au premier paragraphe qui sont membres de la famille, quel que soit leur lieu de naissance ou leur nationalité, excepté lorsqu'ils disposent d'un droit de séjour autonome sur le territoire de l'État requérant ;
 - (2) les conjoints ou partenaires des personnes mentionnées au premier paragraphe avec lesquels la personne concernée entretient une relation durable, ayant une autre nationalité, à condition qu'ils aient ou obtiennent le droit de demeurer sur le territoire de l'État requis, à moins qu'ils ne disposent d'un droit de séjour autonome sur le territoire de l'État requérant.
4. À la demande de l'État requérant, et conformément aux dispositions de l'article 7, cinquième paragraphe, l'État requis délivre sans délai les documents de voyage nécessaires à la reconduite des personnes à réadmettre.

ARTICLE 3

Réadmission des ressortissants d'un État tiers

1. Chaque Partie s'engage à réadmettre, à la demande de l'autre Partie et sans autres formalités que celles prévues dans le présent Accord, sur son territoire tout ressortissant d'un État tiers qui ne remplit pas ou plus les conditions de séjour sur le territoire de l'État requérant, lorsqu'il peut être prouvé ou démontré sur la base d'une preuve prima facie que cette personne :
 - (1) est titulaire d'un titre de séjour en cours de validité délivré par l'État requis, ou
 - (2) était titulaire, lors de son entrée sur le territoire de l'État requérant, d'un titre de séjour en cours de validité délivré par l'État requis.
2. L'obligation de réadmission mentionnée au premier paragraphe ne s'applique pas si l'État requérant a délivré au ressortissant d'un État tiers, avant ou après l'entrée de cette personne sur le territoire de l'État requérant, un titre de séjour d'une durée de validité plus longue que celle du titre de séjour qui a été délivré par l'État requis.

CHAPITRE III. PROCÉDURE DE RÉADMISSION

ARTICLE 4

Introduction de la demande de réadmission

1. Une demande de réadmission fondée sur l'article 2 ou 3 est soumise par écrit à l'autorité compétente de l'État requis.

2. Toute demande de réadmission doit contenir les informations suivantes :

- (1) les renseignements sur la personne concernée, y compris les nom, prénoms, le cas échéant, noms antérieurs, surnoms et pseudonymes, alias, sexe, date de naissance et si disponible état civil, lieu de naissance et dernier lieu de résidence sur le territoire de l'État requis ;
 - (2) une copie des éléments de preuve visés à l'article 5 ou 6.
3. Aucune demande de réadmission n'est requise lorsque la personne à réadmettre est en possession d'un document de voyage ou d'une carte d'identité valables et, s'il s'agit d'un ressortissant d'un État tiers, également d'un titre de séjour en cours de validité de l'État requis.
4. Si la personne à réadmettre se trouve dans la zone internationale d'un aéroport d'un des États, les autorités aéroportuaires compétentes peuvent convenir d'une procédure simplifiée.

ARTICLE 5

Éléments de preuve concernant les ressortissants propres

1. La preuve de la nationalité en vertu de l'article 2 peut être apportée au moyen des documents mentionnés dans le Protocole d'application du présent Accord. Lorsque de tels documents sont produits, les Parties reconnaissent la nationalité après constat exprès des autorités compétentes.
2. La preuve prima facies de la nationalité en vertu de l'article 2 peut être apportée au moyen de l'un des documents ou éléments figurant dans le Protocole d'application du présent Accord. Lorsque de tels documents ou éléments sont produits, les Parties tiennent la nationalité pour acquise, à moins que l'État requis ne puisse prouver le contraire.
3. Si aucun des documents ou éléments visés au premier ou deuxième paragraphe ne peut être produit, mais si, de l'avis de l'État requérant, il existe une présomption sur la nationalité de la personne à réadmettre, alors les autorités compétentes de l'État requis prennent les mesures nécessaires pour établir la nationalité de la personne concernée. Si l'État requérant l'estime nécessaire, l'État requis procédera à une audition de la personne concernée afin de vérifier, notamment sur la base de la langue dans laquelle la personne s'exprime, s'il s'agit d'un ressortissant propre.
4. L'audition mentionnée au troisième paragraphe est effectuée, en personne ou à distance (par exemple, par vidéoconférence), par la représentation diplomatique ou consulaire de l'État requis, ou par une délégation de l'État requis invitée par l'État requérant, ou par un expert désigné d'un commun accord.

ARTICLE 6

Éléments de preuve concernant les ressortissants d'un État tiers

1. La preuve que les conditions de réadmission des ressortissants d'un État tiers énoncées à l'article 3 sont remplies peut être apportée par le biais des éléments de preuve prévus dans le Protocole d'application du présent Accord. Ces éléments de preuve sont reconnus par les Parties sans autres formalités.

2. La preuve prima facie que les conditions de réadmission des ressortissants d'un État tiers énoncées à l'article 3 sont remplies peut être apportée par les éléments de preuve énumérés dans le Protocole d'application du présent Accord. Lorsqu'une telle preuve prima facie est produite, les Parties tiennent les conditions pour acquises, à moins que l'État requis ne puisse prouver le contraire.

ARTICLE 7

Délais

1. La demande à l'État requis de réadmission d'un ressortissant propre peut être présentée à tout moment par l'autorité compétente de l'État requérant, lorsqu'il a été constaté que la personne concernée ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions de séjour sur le territoire de l'État requérant.
2. La demande de réadmission d'un ressortissant d'un État tiers en possession d'un titre de séjour valide de l'État requis est introduite par l'autorité compétente de l'État requérant dans un délai maximal d'un (1) an après que l'État requérant a eu connaissance du fait que cette personne ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions de séjour sur le territoire de l'État requérant. Lorsque des obstacles juridiques ou factuels s'opposent au dépôt de la demande en temps voulu, le délai est prolongé sur demande, mais seulement jusqu'à ce que les obstacles aient cessé d'exister.
3. La demande de réadmission fait l'objet d'une réponse dans un délai de vingt (20) jours ouvrables et tout refus doit être motivé. Ce délai de réponse commence à courir à partir de la date de réception de la demande de réadmission. En l'absence de réponse dans ce délai, le transfert est réputé avoir été accepté.
4. Après approbation de la réadmission par l'État requis, ou après expiration du délai de réponse, l'État requérant transfère immédiatement, et au plus tard dans un délai de six (6) mois, la personne dont la réadmission a été acceptée. Sur demande, cette période peut être prolongée du temps nécessaire pour écarter les obstacles juridiques ou pratiques. L'État requis réadmet la personne dont la réadmission est acceptée sans autres formalités.
5. À la demande de l'État requérant, l'État requis délivre sans délai, et au plus tard dans les trois (3) jours ouvrables, au nom de la personne à réadmettre, le document de voyage nécessaire à son retour, au nom de cette personne et ayant une durée de validité d'au moins six (6) mois. Si l'État requis ne peut pas fournir le document de voyage demandé dans les trois (3) jours ouvrables suivant la date de réception de la demande, il est réputé accepter l'utilisation d'un document de voyage fourni par l'État requérant. Si, pour des raisons juridiques ou autre, la personne concernée ne peut pas être transférée dans la période de validité du document de voyage délivré initialement, l'État requis délivre, dans les trois (3) jours ouvrables, un nouveau document de voyage ayant la même durée de validité.

ARTICLE 8
Modalités de transfert et modes de transport

1. Avant de transférer une personne, les autorités compétentes de l'État requérant notifient par écrit aux autorités compétentes de l'État requis la date et les modalités du transfert, le point de passage frontalier désigné, le recours éventuel à des escortes et les autres informations pertinentes concernant le transfert.
2. Le cas échéant, la notification de transfert contient également les informations suivantes :
 - (1) assistance dont la personne à transférer peut avoir besoin ;
 - (2) toute autre mesure de protection ou de sécurité pouvant s'imposer pour ce transfert.
3. Le transfert a généralement lieu par voie aérienne, mais le cas échéant il peut également être effectué par voie terrestre ou maritime. Un transfert par avion peut être effectué par le biais de vols réguliers ou de vols officiels.

ARTICLE 9
Réadmission par erreur

1. L'État requérant reprend en charge toute personne réadmise par l'État requis si une enquête établit, dans un délai de vingt (20) jours ouvrables à partir du transfert, que les conditions énoncées aux articles 2 et 3 ne sont pas remplies.
2. Dans les cas mentionnés au premier paragraphe, les règles de procédure du présent Accord de réadmission s'appliquent mutatis mutandis et toutes les données disponibles relatives à l'identité réelle et à la nationalité de la personne à réadmettre sont également communiquées.

CHAPITRE IV TRANSIT

ARTICLE 10
Principes du transit

1. Les Parties autorisent le transit de ressortissants d'un État tiers par leur territoire si une autre Partie le demande et si la poursuite du voyage dans d'éventuels autres États de transit et la réadmission par l'État de destination sont assurées.
2. Les Parties font le nécessaire pour limiter le transit de ressortissants d'un État tiers aux cas où ces personnes ne peuvent pas être transférées directement vers l'État de destination.

3. Le transit peut être refusé par les Parties :

- (1) si le ressortissant d'un État tiers court un risque réel d'être soumis dans l'État de destination ou dans un autre État de transit à la torture, à des peines ou traitements inhumains ou dégradants, à la peine de mort, ou d'être persécuté en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses convictions politiques ;
- (2) si le ressortissant d'un État tiers risque des poursuites pénales ou de faire l'objet de l'exécution d'un jugement pénal sur le territoire de l'État requis.

4. Les Parties peuvent révoquer l'autorisation délivrée si les circonstances visées au troisième paragraphe surviennent ultérieurement et entravent l'opération de transit, ou si la poursuite du voyage dans d'éventuels États de transit ou la réadmission par l'État de destination n'est plus assurée. Dans ces cas, l'État requérant reprend sans délai la personne concernée sur son territoire.

ARTICLE 11

Procédure de transit

1. La demande de transit est présentée par écrit aux autorités compétentes et contient les informations suivantes :

- (1) le type de transit (aérien, terrestre ou maritime), les autres États de transit éventuels et l'État de destination ;
- (2) les coordonnées de la personne concernée (nom, prénoms, date de naissance et, si disponible, lieu de naissance, nationalité, type et numéro du document de voyage) ;
- (3) le lieu de transfert envisagé, le moment du transit et le recours éventuel à des escortes ;
- (4) une déclaration selon laquelle, de l'avis de l'État requérant, les conditions visées à l'article 10, premier et deuxième paragraphe, sont remplies et qu'aucune raison n'est connue pour justifier un refus en vertu de l'article 10, troisième paragraphe.

2. L'autorité compétente de l'État requis informe immédiatement par écrit l'autorité compétente de l'État requérant de l'admission, en confirmant le lieu de transfert et le moment d'admission prévu, ou l'informe du refus d'admission et de ses motifs.

3. Si l'opération de transit a lieu par voie aérienne, les commodités nécessaires sont fournies à la personne en transit ainsi qu'à une éventuelle escorte en vue d'accéder à la zone nationale ou internationale de l'aéroport de l'État requis.

4. Les autorités compétentes de l'État requis prêtent leur soutien, sous réserve de concertation mutuelle, aux opérations de transit, notamment par la surveillance de la personne en transit et la mise à disposition de dispositifs appropriés à cet effet.

CHAPITRE V COÛTS

ARTICLE 12 Coûts

Sans préjudice du droit des autorités compétentes de recouvrer les coûts liés à la réadmission auprès de la personne à réadmettre ou de tiers, tous les coûts liés aux opérations de réadmission et de transit ou au retour à la frontière de l'État de destination finale des personnes admises par erreur en vertu du présent Accord sont à la charge de l'État requérant.

CHAPITRE VI PROTECTION DES DONNÉES ET NON-INCIDENCE

ARTICLE 13 Protection des données

La communication de données à caractère personnel a lieu uniquement lorsqu'elle est nécessaire à l'exécution du présent Accord. Le traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes des Parties dans un cas particulier est soumis au droit national de la République du Suriname et, lorsque les données sont traitées et utilisées par une autorité compétente d'un État du Benelux, ce traitement est soumis aux dispositions du règlement européen 2016/679 du Parlement et du Conseil européens du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), ainsi qu'à la législation nationale des États du Benelux concernés adoptée en vertu de ce règlement. Les principes suivants s'appliquent :

1. Les données à caractère personnel sont traitées de manière licite, loyale et transparente (« légalité, loyauté et transparence ») ;
2. Les données à caractère personnel doivent être collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes et ne peuvent pas être traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités ; le traitement ultérieur à des fins d'archivage dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques n'est pas considéré comme incompatible avec les finalités initiales (« limitation de la finalité ») ;
3. Les données à caractère personnel doivent être suffisantes, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (« minimisation des données ») ; en particulier, les données à caractère personnel communiquées ne peuvent concerner que les éléments suivants :
 - (1) les données relatives à la personne à réadmettre (par exemple, noms, prénoms, noms antérieurs éventuels, autres noms utilisés/par lesquels elle est connue ou alias, sexe, état civil, date et lieu de naissance, nationalité actuelle et antérieure),
 - (2) le passeport, la carte d'identité ou le permis de conduire (numéro de série, durée de validité, date de délivrance, autorité de délivrance et lieu de délivrance),
 - (3) les lieux de séjour et les itinéraires,

- (4) toute autre information nécessaire à l'identification de la personne à réadmettre ou à l'examen des conditions de réadmission conformément au présent Accord, y compris les données biométriques telles que une photographie (photo du visage) ou les empreintes digitales (données dactyloscopiques),
 - (5) les circonstances particulières relatives à la personne à transférer, y compris les informations sur l'assistance que la personne à transférer pourrait nécessiter et sur d'autres mesures de protection ou de sécurité qui peuvent être nécessaires pour le transfert ;
- 4. Les données à caractère personnel doivent être exactes et, si nécessaire, tenues à jour ; toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour que les données à caractère personnel inexactes, au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans délai (« précision ») ;
 - 5. Les données à caractère personnel doivent être conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont traitées ; les données à caractère personnel peuvent être conservées pendant des durées plus longues dans la mesure où elles sont traitées uniquement à des fins d'archivage dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques, sous réserve de la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées requises pour garantir les droits et libertés de la personne concernée (« limitation de la conservation ») ;
 - 6. Les données à caractère personnel sont traitées d'une manière qui garantit leur sécurité appropriée, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illégal et contre la perte, la destruction ou les dommages accidentels, au moyen de mesures techniques ou organisationnelles appropriées (« intégrité et confidentialité ») ;
 - 7. Tant l'autorité qui communique les données que celle qui les reçoit prennent toute mesure adéquate pour garantir, le cas échéant, la rectification, la suppression ou le verrouillage des données à caractère personnel dont le traitement n'est pas conforme aux dispositions du présent article, en particulier parce que ces données ne sont pas adéquates, pertinentes et exactes ou parce qu'elles sont excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées. Cela inclut également la notification de toute rectification, toute suppression ou tout blocage à l'autre Partie ;
 - 8. Sur demande, l'autorité destinataire informe l'autorité ayant communiqué les données de l'utilisation faite des données communiquées et des résultats ainsi obtenus ;
 - 9. Les données à caractère personnel ne peuvent être communiquées qu'aux autorités compétentes. Toute communication ultérieure à d'autres organes nécessite l'accord préalable de l'autorité de transmission ;
 - 10. L'autorité de transmission des données et l'autorité destinataire sont tenues de procéder à un enregistrement écrit de la communication et de la réception des données à caractère personnel.

ARTICLE 14

Non-incidence

Le présent Accord est sans préjudice des droits, obligations et responsabilités des Parties découlant du droit international.

<p style="text-align: center;">CHAPITRE VII EXÉCUTION ET APPLICATION</p>
--

ARTICLE 15
Comité d'experts

1. Les Parties se prêtent mutuellement assistance pour l'application et l'interprétation du présent Accord. À cette fin, elles mettent en place un Comité d'experts qui aura notamment les tâches suivantes :
 - (1) Assurer le suivi de l'application du présent Accord ;
 - (2) Faire des propositions pour résoudre les problèmes liés à l'application du présent Accord ;
 - (3) proposer des modifications et des compléments au présent Accord ;
 - (4) élaborer et recommander des mesures appropriées pour lutter contre la migration irrégulière.
2. Les Parties se réservent le droit d'approuver ou de rejeter les mesures proposées par le Comité d'experts.
3. Le Comité d'experts est composé d'un représentant du Royaume de Belgique, d'un représentant du Grand-Duché de Luxembourg, d'un représentant du Royaume des Pays-Bas et de deux représentants de la République du Suriname. Les Parties désignent le président et le suppléant du président. Pour chaque membre, un suppléant est nommé. Si nécessaire, d'autres experts peuvent être associés aux activités du Comité.
4. Le Comité se réunit à la demande d'une des Parties.

ARTICLE 16
Protocole d'application

Toutes les dispositions pratiques pour l'application du présent Accord sont arrêtées dans le Protocole d'application. Le Protocole d'application régit notamment :

1. la désignation des autorités compétentes des Parties ;
2. la désignation des points de passage frontaliers ;
3. l'établissement des éléments de preuve ;
4. les conditions et les modalités applicables à l'escorte des personnes à réadmettre ou en transit.

Le Protocole d'application fait partie intégrante du présent Accord.

<p style="text-align: center;">CHAPITRE VIII DISPOSITIONS FINALES</p>

ARTICLE 17
Application territoriale

Le Royaume des Pays-Bas peut étendre l'application du présent Accord à Aruba, Curaçao, Saint-Martin et aux différentes parties des Pays-Bas caribéens (Bonaire, Saint-Eustache et Saba) par le biais d'une notification au dépositaire. Le dépositaire informe les Parties de cette extension.

ARTICLE 18
Règlement des litiges

Tout litige entre les Parties découlant de l'application ou de l'interprétation du présent Accord sera réglé à l'amiable par des concertations ou des négociations entre les Parties.

ARTICLE 19
Dépositaire

Le Secrétariat général de l'Union Benelux est le dépositaire du présent Accord. Le dépositaire fournit à chaque État un exemplaire certifié conforme à l'original du présent Accord et de son Protocole d'application.

ARTICLE 20
Modifications

Le présent Accord et son Protocole d'application peuvent être modifiés par consentement mutuel écrit des Parties. Ces modifications entrent en vigueur conformément à la procédure prévue à l'article 22 du présent Accord.

ARTICLE 21
Mise en œuvre pratique de l'Accord

Avant l'entrée en vigueur du présent Accord, les autorités compétentes des États signataires peuvent se consulter sur la mise en œuvre pratique de l'accord.

ARTICLE 22
Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle le dépositaire a reçu de tous les États la notification de l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord.
2. Le dépositaire informe tous les États de la réception des notifications visées au premier paragraphe et de la date d'entrée en vigueur du présent Accord.
3. Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée.

ARTICLE 23
Suspension

1. Chaque Partie peut suspendre l'application du présent Accord pour des raisons sérieuses, notamment de protection de la sécurité de l'État, de l'ordre public ou de la santé publique, en adressant une notification écrite au dépositaire, qui en informe tous les États. La même procédure est suivie lorsque la suspension est levée.
2. La suspension du présent Accord prend effet le premier jour du premier mois suivant celui où la notification visée au premier paragraphe a été reçue par le dépositaire.

ARTICLE 24
Dénonciation

1. Toute Partie peut dénoncer le présent Accord en adressant une notification écrite au dépositaire, qui en informe tous les États.
2. La dénonciation du présent Accord prend effet le premier jour du sixième mois suivant celui où la notification visée au premier paragraphe a été reçue par le dépositaire.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, having been duly authorised thereto by their respective Governments, signed this Agreement.

TEN BLIJKE WAARVAN, ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd door hun respectievelijke regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

DONE at Brussels, on 14 February 2025, in one original, in the English, Dutch and French languages, the texts in each of the languages being equally authentic. In the event of any divergence of interpretation, the Dutch text shall prevail.

GEDAAN te Brussel, op 14 februari 2025, in één origineel exemplaar, in de Engelse, Nederlandse en Franse taal, zijnde de teksten in elk van de talen gelijkelijk authentiek. In geval van verschillen in interpretatie is de Nederlandse tekst doorslaggevend.

FAIT à Bruxelles, le 14 février 2025, en un seul exemplaire original, en langues anglaise, néerlandaise et française, chacune des versions linguistiques faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, la version néerlandaise prévaut.

FOR THE REPUBLIC OF SURINAME
VOOR DE REPUBLIEK SURINAME
POUR LA RÉPUBLIQUE DU SURINAME

A stylized signature in black ink, consisting of a large loop followed by a horizontal line and a small flourish.

FOR THE KINGDOM OF BELGIUM
VOOR HET KONINKRIJK BELGIË
POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE

A stylized signature in black ink, featuring a large, sweeping loop and a horizontal line.

FOR THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG
VOOR HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG
POUR LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

A stylized signature in black ink, consisting of a large, bold letter 'B' with a horizontal line through it.

FOR THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS
VOOR HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN
POUR LE ROYAUME DES PAYS-BAS

A stylized signature in black ink, featuring a large, bold letter 'R' followed by a horizontal line and a small flourish.

Implementing protocol to the Agreement between the Benelux States (the Kingdom of Belgium, the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of the Netherlands) and the Republic of Suriname on the readmission of irregularly residing persons (readmission agreement)

ARTICLE 1

**Designation of competent authorities
(Article 16, first paragraph of the Agreement)**

1. Thirty (30) days after the conclusion of this Implementation Protocol, the Parties shall exchange lists of the authorities competent to implement the Agreement and of their diplomatic or consular representations accredited to the other Party.
2. The Parties shall immediately inform one another of any change to the lists referred to in the first paragraph.

ARTICLE 2

**Designation of border crossing points
(Article 16, second paragraph of the Agreement)**

1. The border crossing points used for the application of this Agreement are listed in Annex 1 to this Protocol.
2. The Parties shall immediately inform one another of any change to the list of the border crossing points mentioned in Annex 1 to this Protocol.
3. The competent authorities can agree to use other border crossing points for the application of this Agreement on an ad hoc basis.

ARTICLE 3

**Submission of the readmission application
(Article 4 of the Agreement)**

1. A readmission application shall be submitted in writing by e-mail or other means of telecommunication directly to the competent authority of the requested State.
2. For the submission of the readmission application use shall be made of the form attached as Annex 2 to this Implementing Protocol.
3. For providing as well as for receiving more detailed information with regard to the submitted readmission application, the requesting State shall turn to the competent authority of the requested State.

ARTICLE 4

**Means of evidence regarding own nationals
(Article 5, first and second paragraph of the Agreement)**

1. Proof of nationality in accordance with Article 2 of the Agreement can be furnished through the following documents:
 - (1) an expired passport or replacement travel document with photo (emergency passport);
 - (2) a national identity card;

- (3) a valid military identity card or other armed forces personnel identity card with a photo of the holder;
 - (4) a seaman's identity card;
 - (5) other official documents indicating the nationality of the person concerned, issued by the requested State and bearing a photo;
 - (6) a document, as described above, which is no longer valid on the date on which the readmission application is sent;
 - (7) a confirmation of identity after consultation of the Visa Information System¹.
2. Prima facie evidence of nationality in accordance with Article 2 of the Agreement can be furnished through the following documents or elements:
- (1) a copy of one of the documents mentioned in the first paragraph;
 - (2) other documents (for example seaman's book, driving licence) or data (including biometric data such as a photograph or fingerprints), which may help to establish the nationality of the person concerned;
 - (3) a document indicating consular registration, a certificate of nationality or a certificate of civil status;
 - (4) a company identity card;
 - (5) copies of the documents mentioned in points 2 through 4 of this paragraph;
 - (6) a reliable witness statement;
 - (7) the statement made by the person concerned.

ARTICLE 5
Means of evidence regarding third-State nationals
(Article 6, first paragraph of the Agreement)

1. Proof of the conditions for the readmission of third-State nationals laid down in Article 3 of the Agreement can be furnished through the following means of evidence:
- (1) residence permits issued by the requested State;
 - (2) visas or residence permits issued by the requested State, the validity of which has been expired for less than two (2) years;
 - (3) entry and departure stamps or similar endorsement in the travel document of the person concerned showing his entry into and residence on the territory of the requested State;

¹ Regulation (EC) No 767/2008 of the European Parliament and of the Council of 9 July 2008 concerning the Visa Information System (VIS) and the exchange of data between Member States on short-stay visas (VIS Regulation), OJ L 218, 13.8.2008, p. 60

- (4) documents issued by the requested State (for example driving licence, ID) bearing the person's name;
 - (5) documents of the civil status or registration on the territory of the requested State;
 - (6) copies of the documents mentioned in points 1 through 5 of this paragraph.
2. Prima facie evidence of the conditions for the readmission of third-State nationals laid down in Article 3 of the Agreement can be furnished through the following means of evidence:
 - (1) travel documents, records or invoices bearing the person's name if they show the person's entry into or residence on the territory of the requested State, or that prove his entry into the territory of the requesting State from that of the requested State (for example hotel bills, appointment cards for visiting doctor/dentists, entry cards for public/private institutions, passenger lists for flights or boat trips);
 - (2) information showing that the person concerned made use of the services of a tour guide or travel agency;
 - (3) official statements made, in particular, by officials of the requested State responsible for border controls and other public servants who can testify that the person concerned crossed the border of the requested State;
 - (4) official statements by public servants about the presence of the person concerned on the territory of the requested State;
 - (5) a residence permit issued by the requested State, which has been expired for more than two (2) years;
 - (6) a written statement describing the place and circumstances under which the person concerned was apprehended after entering the territory of the requesting State;
 - (7) information provided by an international organisation with regard to the person's identity and residence on the territory of the requested State or his itinerary from the territory of the requested State to that of the requesting State;
 - (8) a witness statement made by a travelling companion;
 - (9) statements made by the person concerned;
 - (10) other records (for example entrance tickets not bearing the person's name) or reliable information on the basis of which the person's residence on or transit through the territory of the requested State may be validly assumed.

ARTICLE 6
Reply to the application
(Article 7, third paragraph of the Agreement)

1. The reply to a readmission application shall be sent in writing by e-mail or other means of telecommunication to the competent authority of the requesting State. A copy of this reply is simultaneously provided to the diplomatic or consular representation of the requested State.

2. The readmission application shall be replied to using the form attached as Annex 2 to this Implementing Protocol and used for the submission of that application.
3. In conformity with the Agreement, reasons shall be given for the refusal of a readmission application.

ARTICLE 7

Travel documents

(Article 7, fifth paragraph of the Agreement)

1. In the event of a positive reply to the readmission application, the travel document required for the return in accordance with Article 7, fifth paragraph of the Agreement, shall be drawn up in the name of the person to be readmitted and delivered immediately, but in any case not later than within three (3) working days, by the diplomatic or consular representation of the requested State to the competent authorities of the requesting State.
2. The travel document shall have a period of validity of six (6) months.
3. On the basis of article 7, fifth paragraph, of the Agreement, if the diplomatic or consular representation of the requested State has not provided the requested travel document within three (3) working days after the date of the positive reply, the requested State shall be deemed to consent to the use of a travel document provided by the requesting State. The documents that the Parties shall use for this purpose are attached as Annexes 3 and 4 to this Implementing Protocol.

ARTICLE 8

Interviews

(Article 5, third and fourth paragraphs of the Agreement)

1. If the interview is conducted by the diplomatic or consular representation of the requested State, the interview shall be held without delay, but in any case at the latest within fourteen (14) working days after the date of receipt of the readmission application.
2. When the interview is conducted by a delegation of the requested State, or by an expert appointed by mutual agreement, the planning of the interviews may be mutually agreed so that another requesting State may use the services of the delegation of the requested State.
3. The form and modalities of the interview (for example personal appearance, telephone, videoconferencing) are agreed at the same time when the date and place of the interview are set.
4. The requested State shall inform the requesting State immediately, but in any case at the latest within five (5) working days after the interview about the result thereof.
5. When the interview is conducted by a delegation of the requested State, the result will be provided in the form of a written confirmation of nationality and/or identity by the interviewing delegation of the requested State. This written confirmation will be regarded as a proof of nationality in accordance with Article 5, first paragraph of the Agreement.

ARTICLE 9
Transfer
(Article 8 of the Agreement)

1. The competent authority of the requesting State shall notify the competent authority of the requested State in writing by e-mail or other means of telecommunication at least three (3) working days in advance regarding the planned transfer. For this purpose it shall use the form attached as Annex 5 to this Implementing Protocol. A copy of this form shall be provided to the diplomatic or consular representation of the requested State.
2. If the requesting State is unable to transfer the person to be readmitted within the period of six (6) months referred to in Article 7, fourth paragraph of the Agreement, it shall immediately inform the competent authority of the requested State thereof. As soon as the actual transfer of the person concerned can take place, the competent authority of the requesting State shall inform the requested State thereof, making use of the form mentioned in the first paragraph of this Article and in compliance with the time limits applicable for the transfer.
3. If the requesting State is of the opinion that the transport must take place by road or sea, the competent authorities of the requesting State shall make special mention thereof on the form mentioned in the first paragraph.
4. The diplomatic or consular representation of the requested State delivers visas without delay to the escorts, allowing them access to its territory during their official duties.

ARTICLE 10
Transit procedure
(Article 11 of the Agreement)

1. A transit application shall be submitted at least seven (7) working days before the planned transit in writing by e-mail or other means of telecommunication by the requesting State to the competent authority of the requested State. For the submission of the application use is made of the form attached as Annex 6 to this Implementing Protocol.
2. The competent authority of the requested State shall communicate immediately, but in any case not later than within four (4) working days, in writing by e-mail or other means of telecommunication, whether it consents to the transit and the time for which it has been scheduled, the border crossing point, the modes of transportation and the use of escorts. For this reply the form referred to in the first paragraph of this Article shall be used.
3. In principle, transit shall take place by air.

ARTICLE 11
Support for transit
(Article 11, fourth paragraph of the Agreement)

1. If the requesting State deems it necessary to have support from the authorities of the requested State for the transit, it shall report the type and content of the desired support under point 4 of the form attached as Annex 6 to this Implementing Protocol.
2. In the reply to the transit application, the requested State shall state whether it can provide the requested support.

3. In so far as the person concerned is escorted on the territory of the requested State, guarding and the possible embarkation shall be effected under the authority and, in so far as possible, with the support of this State.

ARTICLE 12
Obligations for escorts
(Article 16, fourth paragraph of the Agreement)

1. Escorts are designated by the requesting State and are entrusted with accompanying the person to be readmitted or in transit.
2. Within the territory of the requested State, escorts shall under all circumstances comply with the law of the requested State.
3. In the implementation of the readmission and transit, in so far as this takes place on the territory of the requested State, the powers of escorts are limited to self-defence. In addition, in the absence of any officials of the requested State who are authorised to take the necessary action or in order to support such officials, escorts may respond to an immediate and serious threat in a reasonable and proportionate manner in order to prevent the person concerned from fleeing, injuring himself or third parties or causing damage to property.
4. Escorts shall perform their task unarmed and in civilian dress. They shall be in possession of an escort authorisation, the consent for readmission or transit, and an identity card.
5. The authorities of the requested State shall grant the same protection and assistance to escorts, while the latter are performing their duties within the framework of the Agreement, as they grant to their own officials who are authorised to take such action.

ARTICLE 13
Costs
(Article 12 of the Agreement)

1. Costs incurred by the requested State in connection with readmission and transit operations that are to be borne by the requesting State on the basis of Article 12 of the Agreement, shall be compensated by the requesting State upon submission of an invoice. This invoice shall also mention the banking details of the requested State.
2. The requesting State shall compensate all costs to the requested State within thirty (30) days after receipt of the invoice.

ARTICLE 14
Language

Parties shall communicate with one another in either Dutch or English.

ARTICLE 15
Annexes

Annexes 1 through 6 form an integral part of this Implementing Protocol.

BORDER CROSSING POINTS

for the Republic of Suriname

Johan Adolf Pengel International Airport

for the Kingdom of Belgium

Brussels National Airport

for the Grand Duchy of Luxembourg

Luxembourg-Findel International Airport

for the Kingdom of the Netherlands

Amsterdam Airport Schiphol

**IMPLEMENTING PROTOCOL TO THE AGREEMENT BETWEEN
THE BENELUX STATES (THE KINGDOM OF BELGIUM,
THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG,
THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS)
AND
THE REPUBLIC OF SURINAME
CONCERNING
THE READMISSION OF PERSONS IRREGULARLY RESIDING ON THE TERRITORY
(READMISSION AGREEMENT)**

READMISSION APPLICATION
(Art. 4 of the Agreement and Art. 3 of the Implementing Protocol)

Readmission of a Party's own national

Readmission of a third-State national

DATE OF APPLICATION:

CASE NO:

FROM: COMPETENT AUTHORITY (requesting State)

Tel:

Fax:

E-mail:

TO: COMPETENT AUTHORITY (requested State)

Tel:

Fax:

E-mail:

1 – PERSONAL DETAILS OF THE PERSON WHOSE READMISSION IS APPLIED FOR

SURNAME MAIDEN NAME OTHER NAMES (aliases, etc.) SEX DATE OF BIRTH CIVIL STATUS: Unmarried Married Divorced Widowed	GIVEN NAMES PLACE OF BIRTH LAST PLACE OF RESIDENCE ON THE TERRITORY OF THE REQUESTED STATE
---	---

SPOUSE

Name

Date of birth

Nationality

MINOR CHILDREN (number)

Name(s) Date of birth

.....

.....

.....

.....

2 – MEANS OF EVIDENCE (Art. 5 or 6 of the Agreement and Art. 4 or 5 of the Implementing Protocol)
(NB - here one should include the date of issue, period of validity of documents, etc.)

1.

2.

3.

4.

5.

(copies attached)

3 – INFORMATION ON THE IRREGULAR RESIDENCE ON THE TERRITORY OF THE REQUESTING STATEDATE ON WHICH THE IRREGULAR
RESIDENCE WAS ESTABLISHED**4 – ANNEXES**

NUMBER OF ITEMS (incl. brief description)

1.

2.

3.

4.

5.

6.

NAME OF OFFICIAL

STAMP AND SIGNATURE

REPLY TO THE READMISSION APPLICATION

(Art. 7, third and fourth paragraphs of the Agreement and Art. 6 of the Implementing Protocol)

DATE OF REPLY:

1 – DECISION TAKEN

APPROVAL	REFUSAL
	GROUND FOR REFUSAL IN THE EVENT OF NEGATIVE REPLY

2 – SPECIAL OBSERVATIONS

--

NAME OF OFFICIAL	STAMP AND SIGNATURE

**IMPLEMENTING PROTOCOL TO THE AGREEMENT BETWEEN
THE BENELUX STATES (THE KINGDOM OF BELGIUM,
THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG,
THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS)
AND
THE REPUBLIC OF SURINAME
CONCERNING
THE READMISSION OF PERSONS IRREGULARLY RESIDING ON THE TERRITORY
(READMISSION AGREEMENT)**

EU STANDARD TRAVEL DOCUMENT FOR RETURN

(Art. 7, fifth paragraph of the Agreement and Art. 7 of the Implementing
Protocol)



Name of the Member State

European travel document for the return of illegally staying third-country nationals

Issuing authority:

Document No:

Valid for one journey from:

to:

Name(s):

Surname(s):

Date of birth:

Sex:

Nationality(-ies):

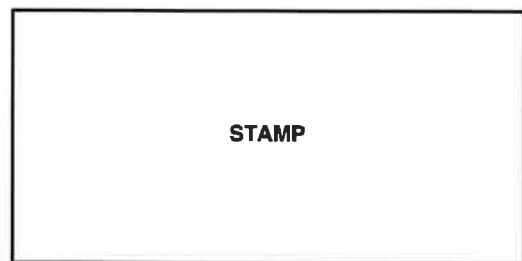
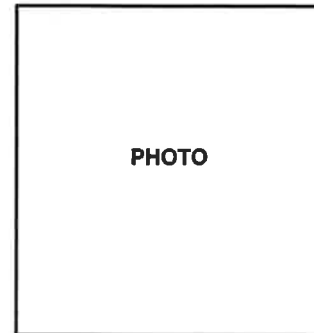
Distinguishing marks:

Address in the country of return (if known):

Issued at:

Date:

Signature:



**IMPLEMENTING PROTOCOL TO THE AGREEMENT BETWEEN
THE BENELUX STATES (THE KINGDOM OF BELGIUM,
THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG,
THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS)
AND
THE REPUBLIC OF SURINAME
CONCERNING
THE READMISSION OF PERSONS IRREGULARLY RESIDING ON THE TERRITORY
(READMISSION AGREEMENT)**

TRAVEL DOCUMENT FOR RETURN

(Art. 7, fifth paragraph of the Agreement and Art. 7 of the Implementing Protocol)

**IMPLEMENTING PROTOCOL TO THE AGREEMENT BETWEEN
THE BENELUX STATES (THE KINGDOM OF BELGIUM
THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG,
THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS)
AND
THE REPUBLIC OF SURINAME
CONCERNING
THE READMISSION OF PERSONS IRREGULARLY RESIDING ON THE TERRITORY
(READMISSION AGREEMENT)**

NOTIFICATION CONCERNING TRANSFER
(Art. 8 of the Agreement and Art. 9 of the Implementing Protocol)

DATE:

CASE NO:

YOUR POSITIVE REPLY OF (date):

FROM: COMPETENT AUTHORITY (requesting State)

Tel:

Fax:

E-mail:

TO: COMPETENT AUTHORITY (requested State)

Tel:

Fax:

E-mail:

1 – PERSONAL DETAILS OF THE PERSON WHOSE TRANSFER IS ANNOUNCED

<p>SURNAME</p> <p>.....</p>	<p>GIVEN NAMES</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
<p>DATE OF BIRTH</p> <p>NATIONALITY</p>	<p>PLACE OF BIRTH</p> <p>.....</p>
<p>SPOUSE</p> <p>Name</p> <p>Date of birth</p> <p>Nationality</p>	
<p>MINOR CHILDREN (number)</p>	
<p>Name(s)</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	<p>Date of birth</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>

2 – DOCUMENTS WHICH THE PERSON WHOSE TRANSFER IS ANNOUNCED POSSESSES
(NB - here one should include the date and place of issue, period of validity, etc.)

1. *LAISSEZ-PASSER*

issued on (date) at (place)
valid until (date)

2. OTHER (TRAVEL) DOCUMENTS.....

.....
.....
.....
.....

(copies attached)

3 – DATE, TIME, PLACE AND MODALITIES OF TRANSFER

DATE AND TIME OF TRANSFER	
PLACE OF TRANSFER	
MODE OF TRANSPORTATION	AIR/LAND/SEA*
MEANS OF TRANSPORT	
- CAR	YES/NO*
	REGISTRATION NUMBER.....
- AIRPLANE	YES/NO*
	FLIGHT NO
ESCORT:	YES/NO*
NUMBER OF ESCORTS	.....
NAMES OF ESCORTS	1.
	2.
REASONS WHY THE READMISSION CANNOT BE EFFECTED BY AIR	.....
STATE OF HEALTH (consent of person concerned required)	.....
REQUIRED ASSISTANCE	.....
REQUIRED PROTECTION OR SECURITY MEASURES	.....

* Strike out what does not apply.

4 – ANNEXES

NUMBER OF ITEMS (incl. brief description)	1.
	2.
	3.
	4.
	5.
	6.

NAME OF OFFICIAL	STAMP AND SIGNATURE

CONFIRMATION OF RECEIPT OF NOTIFICATION**DATE:**

NAME OF OFFICIAL	STAMP AND SIGNATURE

**IMPLEMENTING PROTOCOL TO THE AGREEMENT BETWEEN
THE BENELUX STATES (THE KINGDOM OF BELGIUM
THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG,
THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS)
AND
THE REPUBLIC OF SURINAME
CONCERNING
THE READMISSION OF PERSONS IRREGULARLY RESIDING ON THE TERRITORY
(READMISSION AGREEMENT)**

TRANSIT CONSENT APPLICATION FOR REMOVING FOREIGNER(S) TO A THIRD STATE
(Art. 11, first paragraph of the Agreement and Art. 10, first paragraph of the Implementing Protocol)

DATE OF APPLICATION:

CASE NO:

FROM: COMPETENT AUTHORITY (requesting State)

Tel:

Fax:

E-mail:

TO: COMPETENT AUTHORITY (requested State)

Tel:

Fax:

E-mail:

1 – PERSONAL DETAILS OF THE PERSON WHOSE TRANSIT IS APPLIED FOR

SURNAME	GIVEN NAMES
MAIDEN NAME .....	.....
OTHER NAMES .....	.....
(aliases, etc.) .....	.....
.....
SEX .....	.....
DATE OF BIRTH	PLACE OF BIRTH
NATIONALITY	TYPE AND NO. OF
.....	TRAVEL DOCUMENT
.....

2 – DECLARATION OF COMPETENT AUTHORITY OF REQUESTING STATE

- | | |
|--|--|
| a. THE CONDITIONS HAVE BEEN MET
(Art. 10, first and second paragraphs of the Agreement) | b. NO KNOWN REASONS FOR REFUSAL
(Art. 10, third paragraph of the Agreement) |
|--|--|

3 – PROPOSED MODE OF TRANSIT

DATE, HOUR AND PLACE OF ARRIVAL ON THE TERRITORY OF THE REQUESTED STATE	
On	At
Airport*	Flight no.
Border crossing point*	Car registration no.
Port*	Shipping company
DATE, HOUR AND PLACE OF DEPARTURE FROM THE TERRITORY OF THE REQUESTED STATE	
On	At
Airport*	Flight no.
Border crossing point*	Car registration no.
Port*	Shipping company
OTHER STATES OF TRANSIT	
STATE OF (FINAL) DESTINATION	

4 – ACCOMPANIMENT

ESCORT NUMBER OF ESCORTS NAMES OF ESCORTS	YES/NO* 1. 2.
MEDICAL ESCORT REASONS WHY THE TRANSIT CANNOT BE EFFECTED BY AIR PROTECTION OR SECURITY MEASURES TO BE TAKEN	YES/NO* 1. 2. 3. 4. 1. 2. 3.
SUPPORT REQUESTED MANNER OF SUPPORT	YES/NO*

5 – ANNEXES

NUMBER OF ITEMS (incl. brief description)	1. 2. 3. 4. 5. 6.
NAME OF OFFICIAL	STAMP AND SIGNATURE

* Strike out what does not apply.

REPLY TO THE TRANSIT APPLICATION

(Art. 11, second paragraph of the Agreement and Art. 10, second paragraph of the Implementing Protocol)

DATE OF REPLY:

1 – DECISION TAKEN

APPROVAL	REFUSAL
	GROUND FOR REFUSAL IN THE EVENT OF NEGATIVE REPLY

2 – SPECIAL OBSERVATIONS

--

NAME OF OFFICIAL	STAMP AND SIGNATURE

Uitvoeringsprotocol bij de Overeenkomst tussen de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Suriname betreffende de terug- en overname van personen die onregelmatig op het grondgebied verblijven (terug- en overnameovereenkomst)

ARTIKEL 1

**Aanwijzing bevoegde autoriteiten
(Artikel 16, punt 1, van de Overeenkomst)**

1. De Partijen wisselen dertig (30) dagen na de sluiting van dit Uitvoeringsprotocol een lijst van de voor de uitvoering van de Overeenkomst bevoegde autoriteiten en van hun bij de andere Partij geaccrediteerde diplomatieke of consulaire vertegenwoordigingen uit.
2. De Partijen informeren elkaar onverwijld over iedere verandering in de in het eerste lid bedoelde lijst.

ARTIKEL 2

**Aanwijzing plaatsen grensovergang
(Artikel 16, punt 2, van de Overeenkomst)**

1. De voor de toepassing van deze Overeenkomst gebruikte grensovergangen staan in bijlage 1 bij dit Protocol vermeld.
2. De Partijen informeren elkaar onmiddellijk over iedere wijziging in de lijst van de in bijlage 1 bij dit Protocol vermelde grensovergangen.
3. De bevoegde autoriteiten kunnen op ad-hoc basis overeenkomen gebruik te maken van andere grensovergangen voor de toepassing van deze Overeenkomst.

ARTIKEL 3

**Indiening van het verzoek om terug- of overname
(Artikel 4 van de Overeenkomst)**

1. Een verzoek om terug- of overname wordt schriftelijk via e-mail of andere telecommunicatiemiddelen rechtstreeks ingediend bij de bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat.
2. Voor de indiening van het verzoek om terug- of overname wordt gebruik gemaakt van het formulier dat als bijlage 2 aan dit Uitvoeringsprotocol is gehecht.
3. De verzoekende Staat wendt zich voor het verstrekken alsmede voor het verkrijgen van nadere inlichtingen met betrekking tot het ingediende verzoek om terug- of overname tot de bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat.

ARTIKEL 4
Bewijsmiddelen met betrekking tot eigen onderdanen
(Artikel 5, eerste en tweede lid, van de Overeenkomst)

1. Het bewijs van de nationaliteit overeenkomstig artikel 2 van de Overeenkomst kan worden geleverd door middel van de navolgende documenten:
 - (1) een vervallen paspoort of vervangend reisdocument met foto (noodpaspoort);
 - (2) een nationaal identiteitsbewijs;
 - (3) een geldig militair identiteitsbewijs of een ander identiteitsbewijs van het personeel van de strijdkrachten met een foto van de houder;
 - (4) een identiteitsbewijs voor zeevarenden;
 - (5) andere officiële documenten waaruit de nationaliteit van betrokkene blijkt, afgegeven door de aangezochte Staat en voorzien van een foto;
 - (6) een document, zoals hiervoor beschreven, waarvan de geldigheidsduur is verstreken op de datum waarop het verzoek om terugname wordt verzonden;
 - (7) een bevestiging van de identiteit na raadpleging van het Visuminformatiesysteem¹.
2. Prima facie bewijs van de nationaliteit overeenkomstig artikel 2 van de Overeenkomst kan worden geleverd door middel van de navolgende documenten of elementen:
 - (1) een kopie van één van de in het eerste lid genoemde documenten;
 - (2) andere documenten (bijvoorbeeld zeemansboekje, rijbewijs) of gegevens (met inbegrip van biometrische gegevens zoals een foto of vingerafdrukken), die kunnen bijdragen tot het vaststellen van de nationaliteit van de betrokkene;
 - (3) een document waaruit een consulaire inschrijving blijkt, een nationaliteitsbewijs of een bewijs van de burgerlijke stand;
 - (4) een bedrijfspas;
 - (5) afschriften/kopieën van de in de punten 2. tot en met 4. van dit lid genoemde documenten;
 - (6) een betrouwbare getuigenverklaring;
 - (7) de verklaring van de betrokkene zelf.

¹ Verordening (EG) Nr. 767/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 9 juli 2008 betreffende het Visuminformatiesysteem (VIS) en de uitwisseling tussen de lidstaten van gegevens op het gebied van visa voor kort verblijf (VIS verordening).

ARTIKEL 5
Bewijsmiddelen met betrekking tot onderdanen van een derde Staat
(Artikel 6, aanhef en onder 1, van de Overeenkomst)

1. Het bewijs dat is voldaan aan de in artikel 3 van de Overeenkomst vermelde voorwaarden voor overname van onderdanen van een derde Staat kan worden geleverd door middel van de navolgende bewijsmiddelen:
 - (1) verblijfstitels afgegeven door de aangezochte Staat;
 - (2) visa of verblijfstitels afgegeven door de aangezochte Staat, waarvan de geldigheidsduur niet langer dan twee (2) jaar is verstreken;
 - (3) in- en uitreisstempels of soortgelijke aantekeningen in het reisdocument van de betrokkene waaruit diens inreis en het verblijf op het grondgebied van de aangezochte Staat blijkt;
 - (4) door de aangezochte Staat op naam afgegeven documenten (bijvoorbeeld: rijbewijs, legitimatiebewijs);
 - (5) documenten van de burgerlijke stand of een inschrijving op het grondgebied van de aangezochte Staat;
 - (6) kopieën van de in de punten 1 tot en met 5 van dit lid genoemde documenten.
2. Prima facie bewijs dat is voldaan aan de in artikel 3 van de Overeenkomst genoemde voorwaarden voor overname van onderdanen van een derde Staat kan worden geleverd door middel van de navolgende bewijsmiddelen:
 - (1) op naam gestelde reisdocumenten, bescheiden of facturen indien daaruit de inreis of het verblijf van de betrokkene op het grondgebied van de aangezochte Staat blijkt, of waarmee zijn inreis op het grondgebied van de verzoekende Staat vanuit het grondgebied van de aangezochte Staat kan worden aangetoond (bijvoorbeeld: hotelrekeningen, afspraakkaarten voor bezoek aan arts/tandarts, toegangsbewijzen voor openbare/particuliere instellingen, passagierslijsten voor vlieg- of bootreizen);
 - (2) inlichtingen waaruit blijkt dat de betrokkene gebruik heeft gemaakt van de diensten van een reisbegeleider of reisbureau;
 - (3) officiële verklaringen van met name ambtenaren van de aangezochte Staat die belast zijn met de grenscontrole en andere functionarissen die kunnen getuigen dat betrokkene de grens van de aangezochte Staat heeft overschreden;
 - (4) officiële verklaringen van ambtenaren over de aanwezigheid van de betrokkene op het grondgebied van de aangezochte Staat;
 - (5) sedert meer dan twee (2) jaren verlopen verblijfstitel, afgegeven door de aangezochte Staat;
 - (6) op schrift gestelde verklaring waarin de plaats en omstandigheden worden beschreven waaronder de betrokkene na inreis op het grondgebied van de verzoekende Staat is staande gehouden;

- (7) inlichtingen die door een internationale organisatie zijn verstrekt met betrekking tot de identiteit en het verblijf van de betrokkene op het grondgebied van de aangezochte Staat of van diens reisroute van het grondgebied van de aangezochte Staat naar dat van de verzoekende Staat;
- (8) door een reisgenoot afgelegde getuigenverklaring;
- (9) verklaringen van de betrokkene zelf;
- (10) andere bescheiden (bijvoorbeeld niet op naam gestelde toegangskaartjes) of betrouwbare informatie aan de hand waarvan het verblijf op of de doorreis over het grondgebied van de aangezochte Staat aannemelijk gemaakt kan worden.

ARTIKEL 6

Antwoord op het verzoek (Artikel 7, derde lid, van de Overeenkomst)

1. Het antwoord op een verzoek om terug- of overname wordt via e-mail, of andere telecommunicatiemiddelen aan de bevoegde autoriteit van de verzoekende Staat schriftelijk bekend gemaakt. Aan de diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van de aangezochte Staat wordt gelijktijdig een kopie van dit antwoord verstrekt.
2. Voor de beantwoording van het verzoek om terug- of overname wordt gebruik gemaakt van het formulier dat als bijlage 2 aan dit Uitvoeringsprotocol is gehecht en dat voor de indiening van dat verzoek is gebruikt.
3. De afwijzing van een verzoek om terug- of overname wordt conform de Overeenkomst gemotiveerd.

ARTIKEL 7

Reisdocumenten (Artikel 7, vijfde lid, van de Overeenkomst)

1. Ingeval van een positief antwoord op het verzoek om terug- of overname, wordt het voor terugkeer noodzakelijke reisdocument overeenkomstig artikel 7, vijfde lid, van de Overeenkomst, op naam van de over te dragen persoon opgesteld en onverwijld, doch uiterlijk binnen drie (3) werkdagen door de diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van de aangezochte Staat aan de bevoegde autoriteiten van de verzoekende Staat overhandigd.
2. Het reisdocument heeft een geldigheidsduur van zes (6) maanden.
3. Op grond van artikel 7, vijfde lid, van de Overeenkomst wordt de aangezochte Staat, indien de diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van de aangezochte Staat het gevraagde reisdocument niet binnen drie (3) werkdagen na de datum van het positieve antwoord verstrekt, geacht in te stemmen met het gebruik van een door de verzoekende Staat verstrekt reisdocument. De documenten die de Partijen voor dit doel gebruiken zijn als bijlage 3 en 4 aan dit Uitvoeringsprotocol gehecht.

ARTIKEL 8
Interviews
(Artikel 5, derde en vierde lid, van de Overeenkomst)

1. Indien het interview door de diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van de aangezochte Staat wordt afgenomen, vindt dit onverwijld doch uiterlijk binnen veertien (14) werkdagen na de ontvangst van het verzoek om terugname plaats.
2. Wanneer het interview door een delegatie van de aangezochte Staat of een in onderling overleg aangestelde deskundige wordt afgenomen, kan de planning van de interviews onderling worden afgesproken zodat een andere verzoekende Staat gebruik kan maken van de diensten van de delegatie van de aangezochte Staat.
3. De vorm en modaliteiten van het interview (bijvoorbeeld persoonlijke verschijning, telefoon, videoconferentie) worden tegelijk met het vastleggen van de datum en plaats van het interview afgesproken.
4. De aangezochte Staat informeert de verzoekende Staat onverwijld doch uiterlijk binnen vijf (5) werkdagen na het interview over het resultaat ervan.
5. Wanneer het interview door een delegatie van de aangezochte Staat wordt afgenomen, wordt het resultaat ervan in de vorm van een schriftelijke bevestiging van de nationaliteit en/of de identiteit door de interviewende delegatie van de aangezochte Staat verstrekt. Deze schriftelijke bevestiging wordt beschouwd als een bewijs van de nationaliteit overeenkomstig artikel 5, eerste lid, van de Overeenkomst.

ARTIKEL 9
Overdracht
(Artikel 8 van de Overeenkomst)

1. De bevoegde autoriteit van de verzoekende Staat stelt de bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat via e-mail of andere telecommunicatiemiddelen, minimaal drie (3) werkdagen vóór de geplande overdracht schriftelijk in kennis van haar voornemen daartoe. Daartoe wordt gebruik gemaakt van het formulier dat als bijlage 5 aan dit Uitvoeringsprotocol is gehecht. Een kopie van dit formulier wordt verstrekt aan de diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van de aangezochte Staat.
2. Indien de verzoekende Staat niet in staat is de terug of over te nemen persoon binnen de in artikel 7, vierde lid, van de Overeenkomst genoemde termijn van zes (6) maanden over te dragen, stelt zij de bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat daarvan onverwijld in kennis. Zodra de effectieve overdracht van de betrokkene kan plaatsvinden, stelt de bevoegde autoriteit van de verzoekende Staat de aangezochte Staat daarvan in kennis, met gebruikmaking van het in het eerste lid, van dit artikel genoemde formulier en met inachtneming van de voor de overdracht geldende termijnen.
3. Indien de verzoekende Staat van mening is dat het vervoer over de weg of over zee dient plaats te vinden, maken de bevoegde autoriteiten van de verzoekende Staat daarvan afzonderlijk melding op het in het eerste lid genoemde formulier.
4. De diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van de aangezochte Staat verstrekt onverwijld visa aan de begeleiders die hen toegang verlenen tot zijn grondgebied tijdens hun officiële taken.

ARTIKEL 10
Doorgeleidingsprocedure
(Artikel 11 van de Overeenkomst)

1. Een verzoek om doorgeleiding wordt minimaal zeven (7) werkdagen voor de geplande doorgeleiding door de verzoekende Staat via e-mail of andere telecommunicatiemiddelen schriftelijk ingediend bij de bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat. Voor de indiening van het verzoek wordt gebruik gemaakt van het formulier dat als bijlage 6 aan dit Uitvoeringsprotocol is gehecht.
2. De bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat bericht onverwijld doch uiterlijk binnen vier (4) werkdagen, schriftelijk via e-mail of andere telecommunicatiemiddelen, of zij instemt met de doorgeleiding en het hiervoor geplande tijdstip, de plaats waar de grens wordt overschreden, de wijze van vervoer en het gebruik van begeleiders. Daartoe wordt gebruik gemaakt van het in het eerste lid van dit artikel bedoelde formulier.
3. Doorgeleiding geschiedt in beginsel door de lucht.

ARTIKEL 11
Ondersteuning van de doorgeleiding
(Artikel 11, vierde lid, van de Overeenkomst)

1. Indien de verzoekende Staat ondersteuning van de doorgeleiding door de autoriteiten van de aangezochte Staat noodzakelijk acht, dient zij de soort en inhoud van de gewenste ondersteuning te vermelden onder punt 4 van het formulier dat als bijlage 6 bij dit Uitvoeringsprotocol is gehecht.
2. In het antwoord op het verzoek om doorgeleiding bericht de aangezochte Staat of zij kan voorzien in de gevraagde ondersteuning.
3. Voor zover de betrokkene op het grondgebied van de aangezochte Staat wordt begeleid, geschieden de bewaking en het eventueel aan boord brengen onder het gezag en, voor zover mogelijk, met ondersteuning van deze Staat.

ARTIKEL 12
Verplichtingen voor begeleiders
(Artikel 16, vierde lid, van de Overeenkomst)

1. Begeleiders worden door de verzoekende Staat aangewezen en zijn belast met de begeleiding van de terug of over te nemen of door te geleiden persoon.
2. Op het grondgebied van de aangezochte Staat leven de begeleiders in alle omstandigheden het recht van de aangezochte Staat na.
3. Bij de uitvoering van de terug- of overname en doorgeleiding, voor zover deze plaatsvindt op het grondgebied van de aangezochte Staat, zijn de bevoegdheden van de begeleiders beperkt tot zelfverdediging. Daarnaast kunnen de begeleiders, bij afwezigheid van ter zake bevoegde ambtenaren van de aangezochte Staat of ter ondersteuning van deze ambtenaren, in reactie op een onmiddellijke en ernstige dreiging op redelijke en evenredige wijze optreden om te voorkomen dat de betrokkene vlucht, zichzelf of derden letsel toebrengt dan wel schade aan goederen veroorzaakt.

4. De begeleiders voeren hun taak ongewapend en in burgerkleding uit. Zij zijn in het bezit van een toestemming tot begeleiding, de instemming met terug- of overname of doorgeleiding en een identiteitsbewijs.
5. De autoriteiten van de aangezochte Staat verlenen de begeleiders bij de uitoefening van hun taken in het kader van de Overeenkomst dezelfde bescherming en bijstand als aan de eigen ter zake bevoegde ambtenaren.

ARTIKEL 13

Kosten

(Artikel 12 van de Overeenkomst)

1. Door de aangezochte Staat gemaakte kosten in verband met terug- of overname en doorgeleiding welke op grond van artikel 12 van de Overeenkomst ten laste van de verzoekende Staat komen, worden door de verzoekende Staat na overlegging van een factuur vergoed. Deze factuur vermeldt tevens de bankgegevens van de aangezochte Staat.
2. De verzoekende Staat zal alle kosten binnen dertig (30) dagen na ontvangst van de factuur aan de aangezochte Staat vergoeden.

ARTIKEL 14

Taal

Partijen communiceren met elkaar in de Nederlandse of Engelse taal.

ARTIKEL 15

Bijlagen

De bijlagen 1 tot en met 6 vormen een integraal onderdeel van het Uitvoeringsprotocol.

GRENSOVERGANGEN

voor de Republiek Suriname

Johan Adolf Pengel internationale luchthaven

voor het Koninkrijk België

Luchthaven Brussel Nationaal

voor het Groothertogdom Luxemburg

Internationale Luchthaven Luxemburg-Findel

voor het Koninkrijk der Nederlanden

Luchthaven Amsterdam-Schiphol

BIJLAGE 2

**UITVOERINGS-PROTOCOL BIJ DE OVEREENKOMST TUSSEN
DE BENELUX-STATEN (HET KONINKRIJK BELGIË,
HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG,
HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN)
EN
DE REPUBLIEK SURINAME
BETREFFENDE
DE TERUG- EN OVERNAME VAN PERSONEN DIE ONREGELMATIG OP HET GRONDGEBIED VERBLIJVEN
(TERUG- EN OVERNAMEOVEREENKOMST)**

VERZOEK OM TERUG- OF OVERNAME
(art. 4 van de Overeenkomst en art. 3 van het Uitvoeringsprotocol)

Terugname van eigen onderdaan

Overname van een onderdaan van een derde Staat

DATUM VERZOEK:

DOSSIER NR.:

VAN: BEVOEGDE AUTORITEIT (verzoekende Staat)

Tel:

Fax:

E-mail:

AAN: BEVOEGDE AUTORITEIT (aangezochte Staat)

Tel:

Fax:

E-mail:

1 – PERSONALIA VAN DE PERSOON OM WIENS TERUG- OF OVERNAME WORDT VERZOEKT

NAAM	.....	VOORNAMEN	.....
MEISJESNAAM	.....		.....
ANDERE NAMEN	.....		.....
(alias, ...)	.....		.....
		
GESLACHT	.....	
GEBOORTEDATUM	.....	GEBOORTEPLAATS	.....
		LAATSTE PLAATS VAN	
		VERBLIJF OP HET	
		GRONDGEBIED VAN DE	
		AANGEZOCHTE STAAT	.....
BURG. STAAT:			
	Ongehuwd		
	Gehuwd		
	Gescheiden		
	Weduwe/weduwnaar		

BIJLAGE 2

ECHTGENO(O)T(E)

Naam

Geboortedatum

Nationaliteit

MINDERJARIGE KINDEREN (aantal)

Na(a)m(en) Geboortedatum

.....

.....

.....

.....

2 – BEWIJSMIDDELEN (art. 5 of 6, van de Overeenkomst en art. 4 of 5 van het Uitvoeringsprotocol)

(NB - het gaat hier om datum afgifte, geldigheidsduur documenten e.d.)

1.
 2.
 3.
 4.
 5.
- (kopieën bijgevoegd)

3 – INFORMATIE OMTRENT HET ONREGELMATIG VERBLIJF OP HET GRONDGEBIED VAN DE VERZOEKENDE STAAT

DATUM VASTSTELLING ONREGELMATIG VERBLIJF

4 – BIJLAGEN

AANTAL STUKKEN (incl. korte omschrijving)

1.
2.
3.
4.
5.
6.

NAAM AMBTENAAR

STEMPEL EN HANDTEKENING

ANTWOORD OP HET VERZOEK OM TERUG- OF OVERNAME

(art. 7, derde en vierde lid, van de Overeenkomst en art. 6 van het Uitvoeringsprotocol)

DATUM ANTWOORD:**1 – GENOMEN BESLISSING**

AKKOORD	WEIGERING
	WEIGERINGSGRONDEN IN GEVAL VAN NEGATIEF ANTWOORD

2 – BIJZONDERHEDEN

--

NAAM AMBTENAAR	STEMPEL EN HANDTEKENING

**UITVOERINGSPROTOCOL BIJ DE OVEREENKOMST TUSSEN
DE BENELUX-STATEN (HET KONINKRIJK BELGIË,
HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG,
HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN)
EN
DE REPUBLIEK SURINAME
BETREFFENDE
DE TERUG- EN OVERNAME VAN PERSONEN DIE ONREGELMATIG OP HET GRONDGEBIED VERBLIJVEN
(TERUG- EN OVERNAMEOVEREENKOMST)**

EU-STANDAARD-REISDOCUMENT VOOR DE TERUGKEER

(art. 7, vijfde lid, van de Overeenkomst en art. 7 van het Uitvoeringsprotocol)



Naam van de lidstaat

**Europees reisdocument voor de terugkeer van illegaal verblijvende onderdanen
van derde landen**

Instantie van afgifte:

Document nr.:

Geldig voor één reis van:

naar:

Naam/namen:

Voornaam/voornamen:

Geboortedatum:

Geslacht:

Nationaliteit/nationaliteiten:

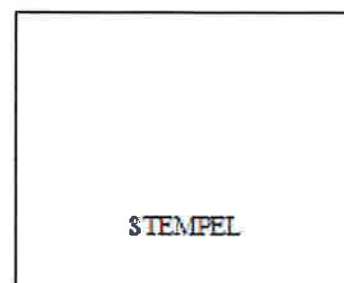
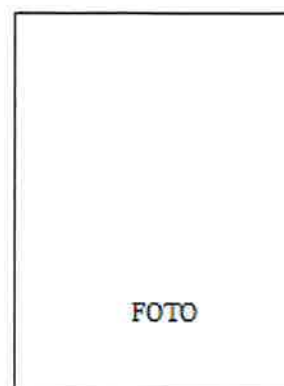
Onderscheidende kenmerken:

Adres in het land van terugkeer →
(indien bekend):

Plaats van afgifte:

Datum:

Handtekening:



**UITVOERINGSPROTOCOL BIJ DE OVEREENKOMST TUSSEN
DE BENELUX-STATEN (HET KONINKRIJK BELGIË,
HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG,
HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN)
EN
DE REPUBLIEK SURINAME
BETREFFENDE
DE TERUG- EN OVERNAME VAN PERSONEN DIE ONREGELMATIG OP HET GRONDGEBIED VERBLIJVEN
(TERUG- EN OVERNAMEOVEREENKOMST)**

REISDOCUMENT VOOR DE TERUGKEER

(art. 7, vijfde lid, van de Overeenkomst en art. 7 van het Uitvoeringsprotocol)

NAAM	.....	VOORNAMEN	.....

GEBOORTEDATUM	.....	GEBOORTEPLAATS	.....
NATIONALITEIT	.....		.....
ECHTGENO(O)T(E)			
Naam	.....	
Geboortedatum	.....	
Nationaliteit	.....	
MINDERJARIGE KINDEREN (aantal)			
Na(a)m(en)	.....	Geboortedatum	.....

2 – DOCUMENTEN WAAROVER DE PERSOON WIENS OVERDRACHT WORDT AANGEKONDIGD, BESCHIKT
(NB - het gaat hier om datum en plaats van afgifte, geldigheidsduur e.d.)

1. LAISSEZ-PASSER	
afgegeven op	(datum) te (plaats)
geldig tot	(datum)
2. ANDERE (REIS)DOCUMENTEN	
.....	
.....	
.....	
.....	
.....	

(kopieën bijgevoegd)

3 – DATUM, TIJDSTIP, PLAATS EN WIJZE VAN OVERDRACHT

DATUM EN TIJDSTIP OVERDRACHT	
PLAATS OVERDRACHT	
WIJZE VAN VERVOER	LUCHT/LAND/ZEE*
VERVOERMIDDEL	
- AUTO	JA/NEE*
	KENTEKEN
- Vliegtuig	JA/NEE*
	VLUCHTNR
BEGELEIDING:	JA/NEE*
AANTAL BEGELEIDERS	.....
NAMEN BEGELEIDERS	1.
	2.
REDENEN WAAROM DE TERUG- OF OVERNAME NIET VIA DE LUCHT KAN PLAATSVINDEN	.....
GEZONDHEIDSTOESTAND (instemming betrokkene vereist)	.....

BENODIGDE ASSISTENTIE	.....

BENODIGDE BESCHERMINGS- OF VEILIGHEIDSMaatregelen	.....

* Doorhalen wat niet van toepassing is.

4 – BIJLAGEN

AANTAL STUKKEN (incl. korte omschrijving)	1.
	2.
	3.
	4.
	5.
	6.

NAAM AMBTENAAR	STEMPEL EN HANDTEKENING

ONTVANGSTBEVESTIGING INKENNISSTELLING**DATUM:**

NAAM AMBTENAAR	STEMPEL EN HANDTEKENING

**UITVOERINGSPROTOCOL BIJ DE OVEREENKOMST TUSSEN
DE BENELUX-STATEN (HET KONINKRIJK BELGIË,
HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG,
HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN)
EN
DE REPUBLIEK SURINAME
BETREFFENDE
DE TERUG- EN OVERNAME VAN PERSONEN DIE ONREGELMATIG OP HET GRONDGEBIED VERBLIJVEN
(TERUG- EN OVERNAMEOVEREENKOMST)**

**VERZOEK OM TOESTEMMING TOT DOORGELEIDING VAN NAAR EEN DERDE STAAT TE VERWIJDEREN
VREEMDELING(EN)**

(art. 11, eerste lid, van de Overeenkomst en art. 10, eerste lid, van het Uitvoeringsprotocol)

DATUM VERZOEK:

DOSSIER NR.:

VAN: BEVOEGDE AUTORITEIT (verzoekende Staat)

Tel:

Fax:

E-mail:

AAN: BEVOEGDE AUTORITEIT (aangezochte Staat)

Tel:

Fax:

E-mail:

1 – PERSONALIA VAN DE PERSOON OM WIENS DOORGELEIDING WORDT VERZOCHT

NAAM MEISJESNAAM ANDERE NAMEN (alias, ...) GESLACHT GEBOORTEDATUM NATIONALITEIT	VOORNAMEN GEBOORTEPLAATS TYPE EN NR. REIS- DOCUMENT
---	--

2 – VERKLARING BEVOEGDE AUTORITEIT VERZOEKENDE STAAT

a. ER IS VOLDAAN AAN DE VOORWAARDEN
(art. 10, eerste en tweede lid, van de
Overeenkomst)

b. ER ZIJN GEEN REDENEN BEKEND VOOR WEIGERING
(art. 10, derde lid, van de Overeenkomst)

3 – VOORSTEL WIJZE VAN DOORGELEIDING

DATUM, UUR EN PLAATS VAN AANKOMST OP HET GRONDGEBIED VAN DE AANGEZOCHTE STAAT	
Op	Om
Luchthaven*	Vluchtnr.
Grenspost*	Auto-kenteken
Haven*	Scheepvaartmaatschappij
DATUM, UUR EN PLAATS VAN VERTREK VANUIT HET GRONDGEBIED VAN DE AANGEZOCHTE STAAT	
Op	Om
Luchthaven*	Vluchtnr.
Grenspost*	Auto-kenteken
Haven*	Scheepvaartmaatschappij
ANDERE STATEN VAN DOORREIS	
STAAT VAN (EIND)BESTEMMING	

4 – BEGELEIDING

BEGELEIDING AANTAL BEGELEIDERS NAMEN BEGELEIDERS	JA/NEE* 1. 2.
MEDISCHE BEGELEIDING REDENEN WAAROM DE DOORGELEIDING NIET VIA DE LUCHT KAN PLAATSVINDEN TE TREFFEN BESCHERMINGS- OF VEILIGHEIDSMATREGELEN	JA/NEE* 1. 2. 3. 4. 1. 2. 3.
ONDERSTEUNING GEVRAAGD WIJZE VAN ONDERSTEUNING	JA/NEE*

5 – BIJLAGEN

AANTAL STUKKEN (incl. korte omschrijving)	1. 2. 3. 4. 5. 6.
NAAM AMBTENAAR	STEMPEL EN HANDTEKENING

* Doorhalen wat niet van toepassing is.

ANTWOORD OP HET VERZOEK OM DOORGELEIDING

(art. 11, tweede lid, van de Overeenkomst en art. 10, tweede lid, van het Uitvoeringsprotocol)

DATUM ANTWOORD:**1 – GENOMEN BESLISSING**

AKKOORD	WEIGERING
	WEIGERINGSGRONDEN IN GEVAL VAN NEGATIEF ANTWOORD

2 – BIJZONDERHEDEN

--

NAAM AMBTENAAR	STEMPEL EN HANDTEKENING

Protocole d'application de l'Accord entre les États du Benelux (Royaume de Belgique, Grand-Duché de Luxembourg et Royaume des Pays-Bas) et la République du Suriname concernant la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de réadmission)

ARTICLE 1

**Désignation des autorités compétentes
(Article 16, paragraphe un de l'Accord)**

1. Les Parties échangent, trente (30) jours suivant la conclusion du présent Protocole d'application, une liste des autorités compétentes pour la mise en œuvre de l'Accord et de leurs représentations diplomatiques ou consulaires accréditées auprès de l'autre Partie.
2. Les Parties s'informent immédiatement de toute modification de la liste visée au paragraphe premier.

ARTICLE 2

**Désignation des points de passage frontaliers
(Article 16, paragraphe deux de l'Accord)**

1. Les points de passage frontaliers utilisés pour l'application de l'Accord figurent à l'annexe 1 du présent Protocole.
2. Les Parties s'informent immédiatement de toute modification apportée à la liste des points de passage frontaliers figurant à l'annexe 1 du présent protocole.
3. Les autorités compétentes peuvent convenir, sur une base ad hoc, d'utiliser d'autres points de passage frontaliers aux fins de l'Accord.

ARTICLE 3

**Introduction de la demande de réadmission
(Article 4 de l'Accord)**

1. Une demande de réadmission est soumise par écrit par courrier électronique ou tout autre moyen de télécommunication, directement à l'autorité compétente de l'État requis.
2. La demande de réadmission est introduite en faisant usage du formulaire joint en annexe 2 au présent Protocole d'application.
3. Pour fournir et recevoir des informations plus détaillées sur la demande de réadmission introduite, l'État requérant s'adresse à l'autorité compétente de l'État requis.

ARTICLE 4

**Éléments de preuve concernant les propres ressortissants
(Article 5, premier et deuxième paragraphes de l'Accord)**

1. La preuve de la nationalité en vertu de l'article 2 de l'Accord peut être apportée au moyen des documents ci-après :
 - (1) un passeport expiré ou un autre document de voyage avec photo (passeport provisoire) ;
 - (2) une carte d'identité nationale;

- (3) une carte d'identité militaire en cours de validité ou toute autre carte d'identité du personnel des forces armées avec une photo du titulaire ;
 - (4) une carte d'identité pour gens de mer ;
 - (5) d'autres documents officiels établissant la nationalité de la personne concernée, délivrés par l'État requis et munis d'une photo ;
 - (6) un document, tel que décrit ci-avant, dont la durée de validité est expirée à la date à laquelle la demande de réadmission est envoyée ;
 - (7) une confirmation d'identité après consultation du système d'information sur les visas¹.
2. La preuve prima facie de la nationalité conformément à l'article 2 de l'Accord peut être apporté au moyen des documents ou éléments énumérés ci-après :
- (1) une copie d'un des documents énumérés au premier paragraphe ;
 - (2) d'autres documents (par exemple, livret maritime, permis de conduire) ou données (y compris des données biométriques telles qu'une photographie ou des empreintes digitales), qui peuvent aider à établir la nationalité de la personne concernée ;
 - (3) un document certifiant une inscription consulaire, un certificat de nationalité ou un certificat délivré par l'état civil ;
 - (4) un badge de société ;
 - (5) des copies des documents visés aux points 2 à 4 du présent paragraphe ;
 - (6) une déclaration d'un témoin digne de foi ;
 - (7) la déclaration de la personne concernée elle-même.

ARTICLE 5

Éléments de preuve concernant les ressortissants d'un État tiers (Article 6, premier paragraphe de l'Accord)

1. La preuve des conditions de réadmission des ressortissants d'un État tiers énoncées à l'article 3 de l'Accord peut être apportée par les éléments de preuve suivants :
- (1) des titres de séjour délivrés par l'État requis ;
 - (2) des visas ou titres de séjour délivrés par l'État requis dont la validité a expiré depuis moins de deux (2) ans ;
 - (3) les cachets d'entrée et de sortie ou autres mentions similaires apposés sur le document de voyage de l'intéressé et attestant son entrée ou son séjour sur le territoire de l'État requis ;

¹ Règlement (CE) n° 767/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 concernant le système d'information sur les visas (VIS) et l'échange de données entre les États membres sur les visas de court séjour (règlement VIS).

- (4) les documents délivrés au nom de la personne par l'État requis (par exemple, permis de conduire, pièce de légitimation) ;
 - (5) les documents délivrés par les registres d'état civil ou de l'enregistrement sur le territoire de l'État requis ;
 - (6) des copies des documents visés aux points 1 à 5 du présent paragraphe.
2. La preuve *prima facie* des conditions de réadmission des ressortissants d'un État tiers énoncées à l'article 3 de l'Accord peut être apportée par les éléments de preuve suivants :
- (1) les documents de voyage, actes ou les factures au nom de la personne s'ils attestent de son entrée ou de son séjour sur le territoire de l'État requis, ou s'ils prouvent son entrée sur le territoire de l'État requérant en provenance de l'État requis (par exemple, les notes d'hôtel, les cartes de rendez-vous chez le médecin ou le dentiste, les cartes d'entrée dans les institutions publiques/privées, les listes de passagers pour les voyages par avion ou par bateau) ;
 - (2) des informations montrant que la personne concernée a eu recours aux services d'un accompagnateur de voyage ou d'une agence de voyage ;
 - (3) les déclarations officielles faites, notamment par les fonctionnaires de l'État requis chargés du contrôle des frontières et les autres agents publics qui peuvent attester que la personne concernée a franchi la frontière de l'État requis ;
 - (4) les déclarations officielles de fonctionnaires concernant la présence de la personne concernée sur le territoire de l'État requis ;
 - (5) le titre de séjour délivré par l'État requis et périmé depuis plus de deux (2) ans ;
 - (6) une déclaration écrite décrivant le lieu et les circonstances dans lesquelles la personne concernée a été interpellée après son entrée sur le territoire de l'État requérant ;
 - (7) les renseignements fournis par une organisation internationale sur l'identité et la résidence de la personne concernée sur le territoire de l'État requis ou sur son itinéraire du territoire de l'État requis vers celui de l'État requérant ;
 - (8) une déclaration de témoin faite par un compagnon de voyage ;
 - (9) les déclarations de la personne concernée elle-même ;
 - (10) d'autres documents (par exemple des billets d'entrée ne portant pas le nom de la personne) ou des informations fiables permettant de présumer valablement le séjour ou le transit de la personne sur le territoire de l'État requis.

ARTICLE 6

Réponse à la demande

(Article 7, troisième paragraphe de l'Accord)

1. La réponse à une demande de réadmission est notifiée par écrit à l'autorité compétente de l'État requérant par courrier électronique ou par tout autre moyens de télécommunication. Une copie de cette réponse est communiquée simultanément à la représentation diplomatique ou consulaire de l'État requis.

2. La réponse à la demande de réadmission est introduite en faisant usage du formulaire joint en annexe 2 au présent Protocole d'application et utilisé pour introduire la demande.
3. Le rejet d'une demande de réadmission est motivé conformément à l'Accord.

ARTICLE 7

Documents de voyage

(Article 7, cinquième paragraphe de l'Accord)

1. En cas de réponse favorable à la demande de réadmission, le document de voyage requis pour le retour conformément à l'article 7, cinquième paragraphe de l'Accord est rédigé au nom de la personne à réadmettre et transmis immédiatement ou au plus tard au maximum dans les trois (3) jours ouvrables, par la représentation diplomatique ou consulaire aux autorités compétentes de l'État requérant.
2. Le document de voyage a une durée de validité de six (6) mois.
3. Sur la base de l'article 7, paragraphe 5, de l'Accord, si la représentation diplomatique ou consulaire de l'État requis ne fournit pas le document de voyage demandé dans les trois (3) jours ouvrables suivant la date de la réponse positive, l'État requis est réputé accepter l'utilisation d'un document de voyage fourni par l'État requérant. Les documents que les Parties utilisent à cette fin sont joints en annexes 3 et 4 au présent Protocole d'application.

ARTICLE 8

Auditions

(Article 5, troisième et quatrième paragraphes de l'Accord)

1. Si l'audition est effectuée par la représentation diplomatique ou consulaire de l'État requis, elle a lieu sans délai et, en tout état de cause, au plus tard dans les quatorze (14) jours ouvrables suivant la date de réception de la demande de réadmission.
2. Lorsque l'audition est menée par une délégation de l'État requis ou par un expert désigné d'un commun accord, la planification des auditions peut être convenue d'un commun accord, afin qu'un autre État requérant puisse utiliser les services de la délégation de l'État requis.
3. La forme et les modalités de l'audition (par exemple, comparution personnelle, téléphone, vidéoconférence) sont convenues en même temps que la fixation de la date et du lieu de l'audition.
4. L'État requis informe l'État requérant immédiatement, et en tout cas au plus tard dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'audition, du résultat de celle-ci.
5. Lorsque l'audition est menée par une délégation de l'État requis, le résultat prend la forme d'une confirmation écrite de la nationalité et/ou de l'identité par la délégation de l'État requis chargée de l'audition. Cette confirmation écrite est considérée comme une preuve de nationalité conformément à l'article 5, paragraphe 1^{er}, de l'Accord.

ARTICLE 9
Transfert
(Article 8 de l'Accord)

1. L'autorité compétente de l'État requérant informe l'autorité compétente de l'État requis par écrit, par courrier électronique ou d'autres moyens de télécommunication, au moins trois (3) jours ouvrables avant le transfert, de son intention de procéder au transfert. À cette fin, elle utilise le formulaire joint en annexe 5 au présent Protocole. Une copie de ce formulaire est fournie à la représentation diplomatique ou consulaire de l'État requis.
2. Si l'État requérant n'est pas en mesure de transférer la personne à réadmettre dans le délai de six (6) mois visé à l'article 7, quatrième paragraphe, de l'Accord, il en informe sans délai l'autorité compétente de l'État requis. Dès que le transfert effectif de la personne concernée peut avoir lieu, l'autorité compétente de l'État requérant en informe l'État requis, en utilisant le formulaire prévu au premier paragraphe du présent article et en respectant les délais applicables au transfert.
3. Si l'État requérant estime que le transport doit s'effectuer par voie routière ou par voie maritime, les autorités compétentes de l'État requérant le mentionnent distinctement sur le formulaire prévu au premier paragraphe.
4. La représentation diplomatique ou consulaire de l'État requis délivre sans délai aux escortes les visas leur permettant d'accéder à son territoire lors de l'exercice de leurs fonctions officielles.

ARTICLE 10
Procédure de transit
(Article 11 de l'Accord)

1. La demande de transit est présentée par écrit par l'État requérant au minimum sept (7) jours ouvrables avant le transit prévu, par courrier électronique ou par d'autres moyens de télécommunication, auprès de l'autorité compétente de l'État requis. La demande est introduite en faisant usage du formulaire joint en annexe 6 au présent Protocole.
2. L'autorité compétente de l'État requis communique par écrit immédiatement et au plus tard dans un délai de quatre (4) jours ouvrables, par courrier électronique ou par d'autres moyens de télécommunication, si elle consent au transit et au moment auquel il a été programmé, au point de passage frontalier, aux modes de transport et à l'utilisation d'escortes. Le formulaire visé au premier paragraphe du présent article est utilisé à cette fin.
3. En principe, le transit s'effectue par voie aérienne.

ARTICLE 11
Soutien pour le transit
(Article 11, quatrième paragraphe de l'Accord)

1. Si l'État requérant estime nécessaire d'obtenir l'appui des autorités de l'État requis pour le transit, il doit mentionner le type et le contenu de l'appui souhaité au point 4 du formulaire figurant à l'annexe 6 du présent Protocole.
2. Dans sa réponse à la demande de transit, l'État requis indique s'il peut fournir le soutien demandé.

3. Dans la mesure où la personne concernée est escortée sur le territoire de l'État requis, la garde et l'embarquement éventuel sont effectués sous l'autorité et, dans la mesure du possible, avec l'appui de cet État.

ARTICLE 12
Obligations de l'escorte
(Article 16, paragraphe quatre de l'Accord)

1. Les escortes sont désignées par l'État requérant et sont chargées d'accompagner la personne à réadmettre ou en transit.
2. Sur le territoire de l'État requis, les escortes doivent respecter en toutes circonstances le droit de l'État requis.
3. Dans la mise en œuvre de la réadmission et du transit, dans la mesure où ils ont lieu sur le territoire de l'État requis, les pouvoirs des escortes sont limités à la légitime défense. En outre, en l'absence d'agents de l'État requis habilités en la matière ou pour soutenir ces agents, les escortes peuvent répondre à une menace immédiate et grave d'une manière raisonnable et proportionnée afin d'empêcher la personne concernée de s'enfuir, de se blesser ou de blesser des tiers ou de causer des dommages aux biens.
4. Les escortes accomplissent leur mission sans armes et en civil. Elles doivent être en possession d'une autorisation d'escorte, du consentement à la réadmission ou au transit et d'une pièce d'identité.
5. Les autorités de l'État requis accordent aux escortes, dans l'exercice de leurs fonctions dans le cadre de l'Accord, la même protection et la même assistance que celles qu'elles accordent à leurs propres agents habilités à prendre de telles mesures.

ARTICLE 13
Coûts
(Article 12 de l'Accord)

1. Les frais encourus par l'État requis dans le cadre des opérations de réadmission ou de transit et qui sont à la charge de l'État requérant en vertu de l'article 12 de l'Accord sont indemnisés par l'État requérant après présentation d'une facture. Cette facture mentionne également les coordonnées bancaires de l'État requis.
2. L'État requérant paiera tous les coûts à l'État requis dans les trente (30) jours suivant la réception de la facture.

ARTICLE 14
Langue

Les Parties communiquent entre elles en néerlandais ou en anglais.

ARTICLE 15
Annexes

Les annexes 1 à 6 font partie intégrante du présent Protocole.

POINTS DE PASSAGE FRONTALIERS

pour la République du Suriname

Aéroport international Johan Adolf Pengel

pour le Royaume de Belgique

Aéroport de Bruxelles-National

pour le Grand-Duché de Luxembourg

Aéroport international de Luxembourg-Findel

pour le Royaume des Pays-Bas

Aéroport d'Amsterdam-Schiphol

ANNEXE 2

**PROTOCOLE D'APPLICATION DE L'ACCORD ENTRE
LES ÉTATS DU BENELUX (LE ROYAUME DE BELGIQUE,
LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,
LE ROYAUME DES PAYS-BAS)
ET
LA RÉPUBLIQUE DU SURINAME
CONCERNANT
LA RÉADMISSION DE PERSONNES EN SÉJOUR IRRÉGULIER
(ACCORD DE RÉADMISSION)**

DEMANDE DE RÉADMISSION
(art. 4 de l'Accord et art. 3 du Protocole d'application)

Réadmission d'un ressortissant propre

Réadmission d'un ressortissant d'un État tiers

DATE DE LA DEMANDE :

NUMÉRO DE DOSSIER :

DE : AUTORITÉ COMPÉTENTE (État requérant)

Tél. :

Fax :

E-mail :

À : AUTORITÉ COMPÉTENTE (État requis)

Tél. :

Fax :

E-mail :

1 – DONNÉES PERSONNELLES DE LA PERSONNE DONT LA RÉADMISSION EST DEMANDÉE

NOM	.....	PRÉNOMS	.....
NOM DE JEUNE FILLE	.....		.....
AUTRES NOMS	.....		.....
(alias...)	.....		.....
		
		
SEXE	.....	
DATE DE NAISSANCE	.....	LIEU DE NAISSANCE	.....
		DERNIER LIEU DE	
		RÉSIDENCE SUR LE	
		TERRITOIRE DE	
		L'ÉTAT REQUIS	.....
ÉTAT CIVIL :			
	Célibataire		
	Marié(e)		
	Divorcé(e)		
	Veuf/veuve		

ANNEXE 2

CONJOINT(E)	
Nom	.....
Date de naissance	.....
Nationalité	.....
ENFANTS MINEURS	..... (nombre)
Nom(s)	.....
Date de naissance	.....
.....
.....
.....
.....

2 - ÉLÉMENTS DE PREUVE (art. 5 ou 6 de l'Accord et art. 4 ou 5 du Protocole d'application) (N.B. il s'agit ici de la date de délivrance, de la durée de validité des documents, etc.)

1.	.....
2.	.....
3.	.....
4.	.....
5.	.....
(copies jointes)	

3 – INFORMATIONS CONCERNANT LE SÉJOUR IRRÉGULIER SUR LE TERRITOIRE DE L'ÉTAT REQUÉRANT

DATE DE LA CONSTATATION DU SÉJOUR IRRÉGULIER
---	-------

4 – ANNEXES

NOMBRE DE PIÈCES (y compris description succincte)	1.	.....
	2.	.....
	3.	.....
	4.	.....
	5.	.....
	6.	.....

NOM DU FONCTIONNAIRE	SCEAU ET SIGNATURE
.....

RÉPONSE À LA DEMANDE DE TRANSIT

(art. 7, troisième et quatrième paragraphe de l'Accord et art. 6 du Protocole d'application)

DATE DE LA RÉPONSE :

1 – DÉCISION PRISE

ACCORD	REFUS
	MOTIVATION DU REFUS EN CAS DE RÉPONSE NÉGATIVE

2 – REMARQUES PARTICULIÈRES

--

NOM DU FONCTIONNAIRE	SCEAU ET SIGNATURE

**PROTOCOLE D'APPLICATION DE L'ACCORD ENTRE
LES ÉTATS DU BENELUX (LE ROYAUME DE BELGIQUE,
LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,
LE ROYAUME DES PAYS-BAS)
ET
LA RÉPUBLIQUE DU SURINAME
CONCERNANT
LA RÉADMISSION DE PERSONNES EN SÉJOUR IRRÉGULIER
(ACCORD DE RÉADMISSION)**

DOCUMENT DE VOYAGE STANDARD DE L'UE POUR LE RETOUR
(art. 7, cinquième paragraphe de l'Accord et art. 7 du Protocole d'application)



Naam van de lidstaat

**Europees reisdocument voor de terugkeer van illegaal verblijvende onderdanen
van derde landen**

Instantie van afgifte:

Document nr.:

Geldig voor één reis van:

naar:

Naam/namen:

Voornaam/voornamen:

Geboortedatum:

Geslacht:

Nationaliteit/nationaliteiten:

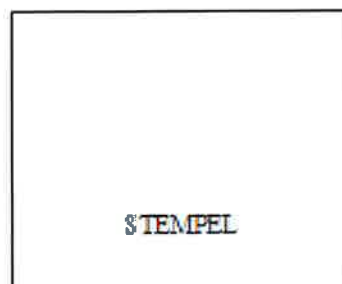
Onderscheidende kenmerken:

**Adres in het land van terugkeer →
(indien bekend):**

Plaats van afgifte:

Datum:

Handtekening:



**PROTOCOLE D'APPLICATION DE L'ACCORD ENTRE
LES ÉTATS DU BENELUX (LE ROYAUME DE BELGIQUE,
LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,
LE ROYAUME DES PAYS-BAS)
ET
LA RÉPUBLIQUE DU SURINAME
CONCERNANT
LA RÉADMISSION DE PERSONNES EN SÉJOUR IRRÉGULIER
(ACCORD DE RÉADMISSION)**

DOCUMENT DE VOYAGE POUR LE RETOUR

(art. 7, cinquième paragraphe de l'Accord et art. 7 du Protocole d'application)

NOM	..... .....	PRÉNOMS	....................
DATE DE NAISSANCE	.....	LIEU DE NAISSANCE	.....
NATIONALITÉ	.....	
CONJOINT(E)			
Nom	.....	
Date de naissance	.....	
Nationalité	.....	
ENFANTS MINEURS	..... (nombre)		
Nom(s)	..... ..... ..... ..... .....	Date de naissance	.........................

2 – DOCUMENTS EN POSSESSION DE LA PERSONNE DONT LE TRANSFERT EST ANNONCÉ

(NB – il s'agit ici de la date et du lieu de délivrance, de la durée de validité, etc.)

1. LAISSEZ-PASSER	
délivré le (date)	à (lieu)
valable jusqu'au (date)	.....
2. AUTRES DOCUMENTS (DE VOYAGE)	.....

(copies jointes)	

3 – DATE, HEURE, LIEU ET MODALITÉS DU TRANSFERT

DATE ET HEURE DU TRANSFERT	
LIEU DU TRANSFERT	
MODE DE TRANSPORT	AIR/TERRE/MER*
MOYEN DE TRANSPORT	OUI/NON*
- VOITURE	NUMÉRO DE PLAQUE D'IMMATRICULATION
- AVION	OUI/NON*
	VOL N°
ESCORTE :	OUI/NON*
NOMBRE D'AGENTS D'ESCORTE	.....
NOMS DES AGENTS D'ESCORTE	1.
	2.
RAISONS POUR LESQUELLES LA RÉADMISSION NE PEUT PAS S'EFFECTUER PAR VOIE AÉRIENNE	.....
ÉTAT DE SANTÉ (consentement de la personne concernée requis)	.....

ASSISTANCE REQUISE	.....

MESURES DE PROTECTION OU DE SÉCURITÉ NÉCESSAIRES	.....

* Biffer les mentions inutiles.

4 – ANNEXES

NOMBRE DE PIÈCES (y compris description succincte)	1.
	2.
	3.
	4.
	5.
	6.

NOM DU FONCTIONNAIRE	SCEAU ET SIGNATURE

ACCUSÉ DE RÉCEPTION DE L'INFORMATION

DATE :

NOM DU FONCTIONNAIRE	SCEAU ET SIGNATURE

**PROTOCOLE D'APPLICATION DE L'ACCORD ENTRE
 LES ÉTATS DU BENELUX (LE ROYAUME DE BELGIQUE,
 LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,
 LE ROYAUME DES PAYS-BAS)
 ET
 LA RÉPUBLIQUE DU SURINAME
 CONCERNANT
 LA RÉADMISSION DE PERSONNES EN SÉJOUR IRRÉGULIER
 (ACCORD DE RÉADMISSION)**

**DEMANDE D'AUTORISATION DE TRANSIT POUR L'ÉLOIGNEMENT D'UN OU DE PLUSIEURS ÉTRANGERS
 DANS UN ÉTAT TIERS**

(art. 11, premier paragraphe de l'Accord et art. 10, premier paragraphe du Protocole d'application)

DATE DE LA DEMANDE :

NUMÉRO DE DOSSIER :

DE : AUTORITÉ COMPÉTENTE (État requérant)

Tél. :

Fax :

E-mail :

À : AUTORITÉ COMPÉTENTE (État requis)

Tél. :

Fax :

E-mail :

1 – DONNÉES PERSONNELLES DE LA PERSONNE DONT LE TRANSIT EST DEMANDÉ

NOM NOM DE JEUNE FILLE AUTRES NOMS (alias...) SEXE DATE DE NAISSANCE NATIONALITÉ	PRÉNOMS LIEU DE NAISSANCE TYPE ET N° DU DOCUMENT DE VOYAGE
--	--

2 - DÉCLARATION DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE DE L'ÉTAT REQUÉRANT

a. LES CONDITIONS SONT REMPLIES (art. 10, premier et deuxième paragraphe de l'Accord)	b. AUCUN MOTIF DE REFUS CONNU (article 10, troisième paragraphe de l'Accord)
--	---

3 – PROPOSITION DE MODALITÉS DE TRANSIT

DATE, HEURE ET LIEU D'ARRIVÉE SUR LE TERRITOIRE DE L'ÉTAT REQUIS			
Le	À		
Aéroport*	Numéro de vol		
Poste frontière*	N° d'immatriculation du véhicule		
Port*	Compagnie maritime		
DATE, HEURE ET LIEU DE DÉPART DU TERRITOIRE DE L'ÉTAT REQUIS			
Le	À		
Aéroport*	Numéro de vol		
Poste frontière*	N° d'immatriculation du véhicule		
Port*	Compagnie maritime		
AUTRES ÉTATS DE TRANSIT			
ÉTAT DE LA DESTINATION (FINALE)			

4 - ESCORTE

ESCORTE	OUI/NON*
NOMBRE D'AGENTS D'ESCORTE	.....
NOMS DES AGENTS D'ESCORTE	1. 2.
ESCORTE MÉDICALE	OUI/NON*
RAISONS POUR LESQUELLES LE TRANSIT NE PEUT PAS S'EFFECTUER PAR VOIE AÉRIENNE	1. 2. 3. 4.
MESURES DE PROTECTION OU DE SÉCURITÉ REQUISES	1. 2. 3.
SOUTIEN DEMANDÉ	OUI/NON*
MODE DE SOUTIEN	.....

5 – ANNEXES

NOMBRE DE PIÈCES (y compris description succincte)	1. 2. 3. 4. 5. 6.
NOM DU FONCTIONNAIRE	SCEAU ET SIGNATURE

* Biffer les mentions inutiles.

RÉPONSE À LA DEMANDE DE TRANSIT

(art. 11, deuxième paragraphe de l'Accord et art. 10, deuxième paragraphe du Protocole d'application)

DATE DE LA RÉPONSE :

1 – DÉCISION PRISE

ACCORD	REFUS
	MOTIVATION DU REFUS EN CAS DE RÉPONSE NÉGATIVE

2 – REMARQUES PARTICULIÈRES

--

NOM DU FONCTIONNAIRE	SCEAU ET SIGNATURE



Commentaire de l'article unique :

L'article unique vise à approuver l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier et son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 14 février 2025.

Commentaire des articles :

Dispositions particulières de l'Accord à relever :

- L'article 1 définit les termes et le champ d'application ;
- L'article 2 règle la réadmission de ressortissants propres ;
- L'article 3 fixe la procédure de l'introduction de la demande de réadmission ;
- L'article 4 se rapporte aux éléments de preuve concernant les ressortissants propres ;
- L'article 5 règle les délais à respecter ;
- L'article 6 traite les modalités de transfert et modes de transport ;
- L'article 7 définit la réadmission par erreur ;
- L'article 8 règle la question des coûts liés à la procédure de réadmission ;
- L'article 9 se rapporte à la protection de données ;
- L'article 10 définit la clause de non-incidence ;
- L'article 11 règle les litiges ;
- L'article 12 désigne l'Accord d'application ;
- L'article 13 définit l'application territoriale de l'Accord ;
- L'article 14 désigne le Secrétariat général du Benelux comme dépositaire de l'Accord ;
- L'article 15 fixe l'entrée en vigueur ;
- L'article 16 établit la procédure de modification, suspension et dénonciation de l'Accord d'application.




Fiche financière

Le projet de loi sous examen ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.



CHECK DE DURABILITÉ - NOHALTEGKEETSCHECK

 La présente page interactive nécessite au minimum la version 8.1.3 d'Adobe Acrobat® Reader®. La dernière version d'Adobe Acrobat Reader pour tous systèmes (Windows®, Mac, etc.) est téléchargeable gratuitement sur le site de Adobe Systems Incorporated.

Ministre responsable :

Ministre des Affaires intérieures

Projet de loi ou
amendement :

Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier et de son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 14 février 2025.

Le check de durabilité est un outil d'évaluation des actes législatifs par rapport à leur impact sur le développement durable. Son objectif est de donner l'occasion d'introduire des aspects relatifs au développement durable à un stade préparatoire des projets de loi. Tout en faisant avancer ce thème transversal qu'est le développement durable, il permet aussi d'assurer une plus grande cohérence politique et une meilleure qualité des textes législatifs.

1. Est-ce que le projet de loi sous rubrique a un impact sur le champ d'action (1-10) du 3^{ème} Plan national pour un développement durable (PNDD) ?
2. En cas de réponse négative, expliquez-en succinctement les raisons.
3. En cas de réponse positive sous 1., quels seront les effets positifs et/ou négatifs éventuels de cet impact ?
4. Quelles catégories de personnes seront touchées par cet impact ?
5. Quelles mesures sont envisagées afin de pouvoir atténuer les effets négatifs et comment pourront être renforcés les aspects positifs de cet impact ?

Afin de faciliter cet exercice, l'instrument du contrôle de la durabilité est accompagné par des points d'orientation – **auxquels il n'est pas besoin de réagir ou répondre mais qui servent uniquement d'orientation**, ainsi que par une documentation sur les dix champs d'actions précités.

1. Assurer une inclusion sociale et une éducation pour tous.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Le présent Accord ne prévoit aucune incidence sur l'inclusion sociale et une éducation pour tous puisque l'objet de l'Accord traite de la question de la réadmission d'un propre ressortissant de l'État requis, qui ne remplit pas ou plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'État requérant.

Aucune conséquence envers les points d'orientation repris sur la fiche n'est donc identifiée.

2. Assurer les conditions d'une population en bonne santé.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Le présent Accord ne prévoit aucune incidence sur les conditions d'une population en bonne santé puisque l'objet de l'Accord traite de la question de la réadmission d'un propre ressortissant de l'État requis, qui ne remplit pas ou plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'État requérant.

Aucune conséquence envers les points d'orientation repris sur la fiche n'est donc identifiée.

3. Promouvoir une consommation et une production durables.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non



Le présent Accord ne prévoit aucune incidence sur une consommation et une production durables puisque l'objet de l'Accord traite de la question de la réadmission d'un propre ressortissant de l'État requis, qui ne remplit pas ou plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'État requérant.

Aucune conséquence envers les points d'orientation repris sur la fiche n'est donc identifiée.

4. Diversifier et assurer une économie inclusive et porteuse d'avenir.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Le présent Accord ne prévoit aucune incidence sur une économie inclusive et porteuse d'avenir puisque l'objet de l'Accord traite de la question de la réadmission d'un propre ressortissant de l'État requis, qui ne remplit pas ou plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'État requérant.

Aucune conséquence envers les points d'orientation repris sur la fiche n'est donc identifiée.

5. Planifier et coordonner l'utilisation du territoire.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Le présent Accord ne prévoit aucune incidence sur la planification et coordination de l'utilisation du territoire puisque l'objet de l'Accord traite de la question de la réadmission d'un propre ressortissant de l'État requis, qui ne remplit pas ou plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'État requérant.

Aucune conséquence envers les points d'orientation repris sur la fiche n'est donc identifiée.

6. Assurer une mobilité durable.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Le présent Accord ne prévoit aucune incidence sur une mobilité durable puisque l'objet de l'Accord traite de la question de la réadmission d'un propre ressortissant de l'État requis, qui ne remplit pas ou plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'État requérant.

Aucune conséquence envers les points d'orientation repris sur la fiche n'est donc identifiée.

7. Arrêter la dégradation de notre environnement et respecter les capacités des ressources naturelles.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Le présent Accord ne prévoit aucune incidence sur la dégradation de notre environnement et respect des capacités des ressources naturelles puisque l'objet de l'Accord traite de la question de la réadmission d'un propre ressortissant de l'État requis, qui ne remplit pas ou plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'État requérant.

Aucune conséquence envers les points d'orientation repris sur la fiche n'est donc identifiée.

8. Protéger le climat, s'adapter au changement climatique et assurer une énergie durable.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Le présent Accord ne prévoit aucune incidence sur la protection du climat puisque l'objet de l'Accord traite de la question de la réadmission d'un propre ressortissant de l'État requis, qui ne remplit pas ou plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'État requérant.

Aucune conséquence envers les points d'orientation repris sur la fiche n'est donc identifiée.

9. Contribuer, sur le plan global, à l'éradication de la pauvreté et à la cohérence des politiques pour le développement durable.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Le présent Accord ne prévoit aucune incidence sur l'éradication de la pauvreté et à la cohérence des politiques pour le développement durable puisque l'objet de l'Accord traite de la question de la réadmission d'un propre ressortissant de l'État requis, qui ne remplit pas ou plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'État requérant.

Aucune conséquence envers les points d'orientation repris sur la fiche n'est donc identifiée.

10. Garantir des finances durables.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non



Le présent Accord ne prévoit aucune incidence sur des finances durables puisque l'objet de l'Accord traite de la question de la réadmission d'un propre ressortissant de l'État requis, qui ne remplit pas ou plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'État requérant.

Aucune conséquence envers les points d'orientation repris sur la fiche n'est donc identifiée.

Cette partie du formulaire est facultative - Veuillez cocher la case correspondante


En outre, et dans une optique d'enrichir davantage l'analyse apportée par le contrôle de la durabilité, il est proposé de recourir, de manière facultative, à une évaluation de l'impact des mesures sur base d'indicateurs retenus dans le PNDD. Ces indicateurs sont suivis par le STATEC.

Continuer avec l'évaluation ? ☐ Oui ☒ Non

(1) Dans le tableau, choisissez l'évaluation : **non applicable**, ou de 1 = **pas du tout probable** à 5 = **très possible**



FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

 La présente page interactive nécessite au minimum la version 8.1.3 d'Adobe Acrobat® Reader®. La dernière version d'Adobe Acrobat Reader pour tous systèmes (Windows®, Mac, etc.) est téléchargeable gratuitement sur le site de Adobe Systems Incorporated.

1. Coordonnées du projet

Les champs marqués d'un * sont obligatoires

Intitulé du projet :	Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier et de son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 14 février 2025.		
Ministre:	Le Ministre des Affaires intérieures		
Auteur(s) :	Jean-Paul Reiter		
Téléphone :	247-84562	Courriel :	jean-paul.reiter@mai.etat.lu
Objectif(s) du projet :	Fixer le cadre juridique, les critères et les mécanismes ayant pour vocation de faciliter la réadmission des nationaux propres et dans certaines conditions des ressortissants d'États tiers et apatrides.		
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune (s) impliqué(e)(s)	/		
Date :			

2. Objectifs à valeur constitutionnelle

Les champs marqués d'un * sont obligatoires

Le projet contribue-t-il à la réalisation des objectifs à valeur constitutionnelle ? ☐ Oui ☒ Non

Dans l'affirmative, veuillez sélectionner les objectifs concernés et veuillez fournir une brève explication dans la case «Remarques» indiquant en quoi cet ou ces objectifs sont réalisés :

- ☐ Garantir le droit au travail et veiller à assurer l'exercice de ce droit
- ☐ Promouvoir le dialogue social
- ☐ Veiller à ce que toute personne puisse vivre dignement et dispose d'un logement approprié
- ☐ Garantir la protection de l'environnement humain et naturel en œuvrant à l'établissement d'un équilibre durable entre la conservation de la nature, en particulier sa capacité de renouvellement, ainsi que la sauvegarde de la biodiversité, et satisfaction des besoins des générations présentes et futures
- ☐ S'engager à lutter contre le dérèglement climatique et œuvrer en faveur de la neutralité climatique
- ☐ Protéger le bien-être des animaux
- ☐ Garantir l'accès à la culture et le droit à l'épanouissement culturel
- ☐ Promouvoir la protection du patrimoine culturel
- ☐ Promouvoir la liberté de la recherche scientifique dans le respect des valeurs d'une société démocratique fondée sur les droits fondamentaux et les libertés publiques



Remarques :

3. Mieux légiférer

Les champs marqués d'un * sont obligatoires

Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) :

☐ Oui

☒ Non

Si oui, laquelle / lesquelles :

Remarques / Observations :

Destinataires du projet :

- Entreprises / Professions libérales :

☐ Oui

☒ Non

- Citoyens :

☒ Oui

☐ Non

- Administrations :

☒ Oui

☐ Non

Le principe « Think small first » est-il respecté ?

(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

☐ Oui

☐ Non

☒ N.a. ¹

Remarques / Observations :

¹ N.a. : non applicable.

Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ?

☒ Oui

☐ Non

Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ?

☐ Oui

☒ Non

Remarques / Observations :

Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ?

☒ Oui

☐ Non

Remarques / Observations :

Le projet contient-il une charge administrative ² pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?)

☐ Oui

☒ Non

Si oui, quel est le coût administratif ³ approximatif total ?
(nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)

² Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

³ Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ?

☒ Oui

☐ Non

☐ N.a.



Si oui, de quelle(s)
donnée(s) et/ou
administration(s)
s'agit-il ?

Des données de caractère personnel sur les personnes à réadmettre sur le territoire des parties contractantes.

b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ⁴ ?

☒ Oui ☐ Non ☐ N.a.

Si oui, de quelle(s)
donnée(s) et/ou
administration(s)
s'agit-il ?

Des données relatives à la personne à réadmettre (nom, date et lieu de naissance, sexe, nationalité, pièce d'identité) ou autres informations nécessaires à l'établissement de l'identité de la personne ainsi que le lieu de séjour et les itinéraires. Les données à caractère personnel ne peuvent être communiquées aux autorités compétentes; leur transmission ultérieure à d'autres organes nécessite le consentement préalable de l'autorité chargée de leur communication.

⁴ Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE. (www.cnpd.public.lu)

Le projet prévoit-il :

- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? ☒ Oui ☐ Non ☐ N.a.
- des délais de réponse à respecter par l'administration ? ☒ Oui ☐ Non ☐ N.a.
- le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ?

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, laquelle :

En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ?

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si non, pourquoi ?

Le projet contribue-t-il en général à une :

- a) simplification administrative, et/ou à une**
b) amélioration de la qualité réglementaire ?

☒ Oui ☐ Non
☒ Oui ☐ Non

Remarques / Observations :

Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ?

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)

☐ Oui ☒ Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ?

☐ Oui ☒ Non ☐ N.a.

Si oui, lequel ?

Remarques / Observations :



4. Egalité des chances

Les champs marqués d'un * sont obligatoires

Le projet est-il :

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☒ Oui ☐ Non

Si oui, expliquez pourquoi :

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? ☐ Oui ☒ Non ☐ N.a.

Si oui, expliquez
de quelle manière :

5. Projets nécessitant une notification auprès de la Commission européenne

Directive « services » : Le projet introduit-il une exigence en matière d'établissement ou de prestation de services transfrontalière ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, veuillez contacter le Ministère de l'Economie en suivant les démarches suivantes :

<https://meco.gouvernement.lu/fr/le-ministere/domaines-activite/services-marche-interieur/notifications-directive-services.html>

Directive « règles techniques » : Le projet introduit-il une exigence ou réglementation technique par rapport à un produit ou à un service de la société de l'information (domaine de la technologie et de l'information) ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, veuillez contacter l'ILNAS en suivant les démarches suivantes :

<https://portail-qualite.public.lu/content/dam/qualite/publications/normalisation/2017/ilnas-notification-infolyer-web.pdf>

20251021_Avis_2

Projet de loi

portant approbation de l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier et de son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 14 février 2025

Avis du Conseil d'État

(21 octobre 2025)

En vertu de l'arrêté du 30 septembre 2025 du Premier ministre, le Conseil d'État a été saisi pour avis du projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs, un commentaire de l'article unique, une fiche financière, une fiche d'évaluation d'impact, un « check de durabilité – Nohaltegkeetscheck » ainsi que les textes de l'accord et du Protocole d'application qu'il s'agit d'approuver.

Considérations générales

Le projet de loi sous avis a pour objet d'approuver l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, ci-après l'« Accord », et son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 14 février 2025.

Ainsi que l'expliquent les auteurs dans l'exposé des motifs, tant le Luxembourg que les autres États Benelux « sont régulièrement confrontés au phénomène de l'immigration illégale ».

L'Accord « vise à renforcer la coopération dans la gestion des flux migratoires et à lutter contre l'immigration irrégulière », en établissant « des procédures claires et efficaces pour la réadmission des ressortissants des Parties contractantes se trouvant en situation de séjour irrégulier ». Toujours selon les auteurs, cet accord « s'inscrit dans le cadre du droit international, notamment l'article 12, paragraphe 4, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui impose aux États l'obligation de réadmettre leurs propres ressortissants ».

Le texte du projet de loi sous avis n'appelle pas d'observation quant au fond.

Observations d'ordre légistique

Intitulé

L'intitulé n'est pas à faire suivre d'un point final, étant donné que les intitulés ne forment pas de phrase.

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 17 votants, le 21 octobre 2025.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Marc Thewes

Résumé

Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier et de son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 14 février 2025

Le projet de loi n° 8618 a pour objet d'approuver l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier (ci-après l'« Accord ») et son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 14 février 2025.

L'Accord vise à renforcer la coopération dans la gestion des flux migratoires et à lutter contre l'immigration irrégulière, en établissant des procédures claires et efficaces pour la réadmission des ressortissants des Parties contractantes se trouvant en situation de séjour irrégulier.

20251113_Avis

Luxembourg, le 3 novembre 2025

Objet : Projet de loi n°8618¹ portant approbation de l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux (Le Royaume de Belgique, le Grand-Duché du Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier et de son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 14 février 2025. (6961TAL)

*Saisine : Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
(7 octobre 2025)*

Avis de la Chambre de Commerce

Le projet de loi sous avis (ci-après le « Projet ») a pour objet d'approuver l'Accord (ci-après « l'Accord ») entre la République du Suriname et les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, ainsi que le Protocole d'application signés à Bruxelles, le 14 février 2025.

En bref

- La Chambre de Commerce salue la conclusion de l'Accord entre le Suriname et les États du Benelux concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, qui s'inscrit dans la ligne de la politique de l'Union européenne, dans le but de lutter plus efficacement contre l'immigration illégale.
- La Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de loi sous avis.

Considérations générales

Ce Projet a pour objet l'approbation de l'Accord entre le Suriname et les États du Benelux concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, ainsi que de son Protocole d'application.

Sur le fond, l'Accord – tel que complété par le Protocole d'application – vise à renforcer la coopération dans la gestion des flux migratoires et à lutter contre l'immigration illégale, en établissant

¹ [Lien vers le projet de loi sur le site de la Chambre des Députés](#)

des procédures claires et efficaces pour la réadmission des ressortissants des Parties contractantes se trouvant en situation de séjour irrégulier. Il s'inscrit, comme indiqué dans l'exposé des motifs, dans la continuité d'une série d'accords bilatéraux que le Luxembourg a déjà conclus en la matière.

Ainsi chaque État contractant doit réadmettre sur son territoire ses propres nationaux qui se trouvent en séjour irrégulier sur le territoire d'un autre État contractant. Il en va de même de la réadmission des ressortissants de pays tiers en situation irrégulière lorsqu'ils possèdent un titre de séjour ou un visa valide émis par l'autre Partie contractante.

Plus précisément, les différents articles de l'Accord définissent les modalités et la procédure d'identification des personnes frappées d'une décision de renvoi, la procédure d'établissement des documents de voyage conformes et la procédure de réadmission. Ils comportent par ailleurs des dispositions relatives au transit et à la protection des données.

La Chambre de Commerce salue la conclusion de cet Accord en cohérence avec la politique de l'Union européenne en matière de réadmission, afin de renforcer la lutte contre l'immigration illégale.

* * *

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de loi sous avis.

TAL/DJI